

**Assemblée générale**

Distr. générale
13 avril 2020
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session
Points 141 et 142 de la liste préliminaire*

Projet de budget-programme pour 2021

Planification des programmes

Projet de budget-programme pour 2021

Titre II
Affaires politiques

Chapitre 4
Désarmement

Programme 3
Désarmement

Table des matières

	<i>Page</i>
Avant-propos	3
A. Projet de plan-programme pour 2021 et exécution du programme en 2019**	4
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2021***	47
Annexes	
I. Organigramme et répartition des postes pour 2021	64
II. État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées par les organes de contrôle	65

* [A/75/50](#).

** Comme demandé au paragraphe 11 de la résolution [72/266 A](#), la partie consacrée au plan-programme et à l'exécution des programmes est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination.

*** Comme demandé au paragraphe 11 de la résolution [72/266 A](#), la partie consacrée aux postes et aux objets de dépense autres que les postes est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.



Avant-propos

Compte tenu des divergences croissantes entre les États Membres et afin d'aider ces derniers à trouver ensemble la voie du désarmement nucléaire et les moyens de régler les autres questions de désarmement et de non-prolifération, le Bureau des affaires de désarmement s'est efforcé sans relâche de les amener à rapprocher leurs positions. Le Bureau continue d'appuyer activement les États Membres pendant les négociations et les délibérations en leur proposant des conseils spécialisés, un espace de dialogue et des solutions concrètes et en instaurant un climat de confiance.

Les dépenses militaires, en hausse, et le risque de conflit armé restent élevés partout dans le monde et les préoccupations relatives à la stabilité de la planète s'intensifient en raison de la détérioration des conditions de sécurité à l'échelle internationale et du délitement du dispositif de contrôle des armements. Ces difficultés et obstacles continuent d'avoir une incidence importante sur les activités du mécanisme de désarmement des Nations Unies. Les conséquences humanitaires catastrophiques de l'emploi d'armes nucléaires et les ravages causés par la surabondance, la prolifération et la très grande disponibilité des armes classiques, y compris des armes légères et de petit calibre, suscite de plus en plus d'inquiétudes dans le monde. Les menaces et défis que font naître les nouvelles technologies dont les applications sont peu claires ou potentiellement déstabilisantes, notamment dans les domaines des technologies de l'information et des télécommunications, sont pour la communauté internationale un sujet de préoccupation de plus en plus vive.

L'initiative du Secrétaire général, intitulée « Assurer notre avenir commun : un programme de désarmement », lancée en mai 2018, vise à apaiser bon nombre de ces inquiétudes. Les entités du système des Nations Unies, agissant en partenariat avec les États Membres et d'autres entités, ont mis en œuvre pour la première année complète plusieurs des actions décrites dans le programme. Grâce à cet excellent départ, nous sommes en bonne voie pour mener à bien un grand nombre de ces actions d'ici à 2021, ce qui contribuera également à la réalisation par les États Membres des objectifs de développement durable, y compris la promotion de l'égalité des sexes. Le programme de désarmement jouit d'un appui toujours plus large, et nous nous attendons à ce que d'autres États Membres défendent et soutiennent ses activités, ce qui devrait permettre de diversifier davantage encore sur le plan géographique le soutien dont il bénéficie. Le Bureau des affaires de désarmement continuera de s'attacher à renforcer la coordination interinstitutionnelle dans tous les aspects du programme de désarmement afin d'en accélérer la mise en œuvre et prévoit de réaliser une évaluation indépendante de l'application du programme à ce jour afin de savoir quelle orientation lui donner et de définir les priorités futures.

Le Bureau des affaires de désarmement reste saisi de la question du désarmement et de la non-prolifération et continuera à faire tout son possible pour appuyer les efforts que déploient les États Membres aux fins du désarmement, de la maîtrise des armements et de la non-prolifération, étant donné qu'un certain nombre de conférences et de réunions importantes se tiendront en 2021, notamment la neuvième Conférence des Parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, la sixième Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination et les sessions du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les moyens de favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale.

À l'approche de 2021, je m'engage à faire en sorte que le Bureau des affaires de désarmement reste réactif et apte à soutenir le désarmement sous tous ses aspects, dans des circonstances où les conditions de sécurité sont fluctuantes, afin de faire progresser la paix et la sécurité internationales et de tenir les promesses du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable. Grâce à son plan stratégique pour la période 2021-2025, le Bureau entend renforcer davantage encore son dispositif interne d'application du principe de responsabilité et continuer à innover en vue d'atteindre l'excellence et de se montrer efficient.

La Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante
pour les affaires de désarmement
(Signé) Izumi Nakamitsu

A. Projet de plan-programme pour 2021 et exécution du programme en 2019

Orientations générales

Mandats et considérations générales

- 4.1 Le Bureau des affaires de désarmement est chargé d'appuyer les initiatives multilatérales qui contribuent à son objectif, à savoir un désarmement général et complet soumis à un contrôle strict et efficace de la communauté internationale. Le mandat du programme découle des priorités arrêtées dans les résolutions et décisions de l'Assemblée générale touchant au désarmement, y compris le Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée, la première consacrée au désarmement (résolution [S-10/2](#)). Les armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires, demeurent une préoccupation majeure du fait de leur pouvoir de destruction et de la menace qu'elles font peser sur l'humanité. Les cas d'utilisation d'armes chimiques constatés ces dernières années continuent d'être très préoccupants. Les efforts multilatéraux visant à réduire les incidences humanitaires des principales armes classiques, ainsi que la nécessité de relever les défis de plus en plus nombreux que présentent les technologies émergentes telles que les armes autonomes ou les technologies de l'information et des télécommunications, continuent d'être suivis de près par la communauté internationale.

Stratégie et facteurs externes pour 2021

- 4.2 Le Bureau des affaires de désarmement continuera de veiller à l'application intégrale des décisions des organes délibérants et au respect des politiques et procédures de l'Organisation. Il continuera d'appuyer les négociations et délibérations multilatérales en proposant des conseils spécialisés et des solutions concrètes et en instaurant un climat de confiance et de compréhension. Il s'emploiera en outre à concilier les positions divergentes des États Membres, qui s'expliquent par l'évolution rapide des conditions de sécurité à l'échelle internationale. Pour tenir compte de ces réalités, notamment des incidences qu'ont les nouvelles armes et les armes de pointe sur la sécurité, le Bureau continuera d'appuyer activement les nouvelles initiatives connexes.
- 4.3 Le Bureau des affaires de désarmement continue de renforcer la cohérence de ses activités de planification stratégique et de gestion du changement, ainsi que l'intégration des questions de genre, en s'efforçant d'améliorer sa capacité à remplir les mandats qui lui sont confiés par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, en tenant compte des 40 actions connexes énoncées dans l'initiative du Secrétaire général intitulée « Assurer notre avenir commun : un programme de désarmement », ainsi que de son plan stratégique interne pour la période 2021-2025. Il s'efforce également de faire en sorte que les activités de désarmement soient mieux intégrées au programme d'action et aux initiatives plus larges de l'Organisation des Nations Unies, notamment en ce qui concerne la réalisation des objectifs de développement durable, et qu'elles convergent avec les stratégies adoptées dans le cadre d'autres initiatives de réforme, en particulier dans les domaines de la paix et de la sécurité, du développement et de la gestion, ainsi qu'avec l'égalité des genres et la prise en compte du handicap.
- 4.4 En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2021 :
- a) le climat politique est propice aux initiatives de désarmement ;
 - b) l'évolution de la situation politique relative à la paix et la sécurité internationales facilite la négociation de nouveaux accords de limitation des armements et de désarmement ;
 - c) les États Membres sont disposés à donner suite aux recommandations, résolutions et décisions issues des réunions et conférences ;
 - d) les organisations internationales et les entités apportent leur coopération ;

- e) les institutions nationales soutiennent fermement la parité des genres et les questions d'intégration.
- 4.5 Le Bureau des affaires de désarmement prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient. Par exemple, en 2021, il continuera à promouvoir ses directives et ses plans en matière d'égalité des genres, notamment grâce à sa grande expérience concernant les liens qui existent entre le désarmement, les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité et les objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 5, ainsi que d'autres cadres relatifs à l'égalité des genres et à l'autonomisation. L'exécution du plan d'action du Bureau en matière d'égalité des genres et les résultats liés aux questions de genre et d'inclusion énoncés dans son plan stratégique 2021-2025 continueront de faire partie intégrante des activités menées dans le cadre de ses cinq sous-programmes.
- 4.6 En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, le Bureau des affaires de désarmement prévoit notamment le renforcement des partenariats pour le désarmement noués par les Gouvernements, les experts et la société civile. Le Bureau cherche également à mieux coordonner ses activités avec celles des autres institutions multilatérales de désarmement ; à assurer la participation égale, pleine et véritable des femmes à tous les processus de prise de décisions concernant le désarmement ; à mettre en place des plateformes de formation pour donner des moyens d'agir aux jeunes en particulier ; à mieux associer les experts, les secteurs concernés et la société civile à l'action de l'Organisation dans le domaine du désarmement.
- 4.7 En ce qui concerne la coordination et la coopération interinstitutions, le Bureau des affaires de désarmement a coopéré plus étroitement avec d'autres organisations internationales, régionales et sous-régionales, avec les institutions spécialisées et avec d'autres entités des Nations Unies dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération et a davantage coordonné ses activités avec les leurs. Par l'intermédiaire de ses trois centres régionaux et de son bureau de liaison de Vienne, le Bureau continue de renforcer les normes mondiales en matière de désarmement en promouvant, en facilitant et en resserrant la coopération au niveau régional, entre les États et les organisations et mécanismes régionaux et sous-régionaux. Ces activités de renforcement de la coordination et de la coopération interinstitutions se poursuivront en 2021.

Textes des organes délibérants définissant les mandats

- 4.8 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le sous-programme.

Résolutions de l'Assemblée générale

S-10/2	Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale	62/272	La Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies
59/95	Amélioration de l'efficacité des méthodes de travail de la Première Commission	68/33	Femmes, désarmement, non-prolifération et maîtrise des armements
		74/512	Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale

Résolutions du Conseil de sécurité

1325 (2000)	Les femmes et la paix et la sécurité	1977 (2011)	Non-prolifération des armes de destruction massive
1540 (2004)	Non-prolifération des armes de destruction massive	2055 (2012)	Non-prolifération des armes de destruction massive
1673 (2006)	Non-prolifération des armes de destruction massive	2117 (2013)	Armes légères et de petit calibre
1810 (2008)	Non-prolifération des armes de destruction massive	2118 (2013)	Élimination du programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne
1887 (2009)	Maintien de la paix et de la sécurité internationales : non-prolifération et désarmement nucléaires		

Produits

- 4.9 On trouvera dans le tableau 4.1 les produits de portée générale retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie.

Tableau 4.1

Produits retenus pour la période 2019-2021, par catégorie et sous-catégorie

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2019</i>	<i>Produits livrés : 2019</i>	<i>Produits prévus : 2020</i>	<i>Produits prévus : 2021</i>
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	3	3	3	3
1. Séances du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	1	1	1	1
2. Séances du Comité du programme et de la coordination	1	1	1	1
3. Séances de la Cinquième Commission	1	1	1	1

Activités d'évaluation

- 4.10 L'évaluation ci-après a été menée à bien en 2019 et a orienté l'établissement du plan-programme pour 2021 : Rapport d'évaluation du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) sur le Bureau des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies (IED-18-007).
- 4.11 Il a été tenu compte des conclusions de l'évaluation susmentionnée au moment de l'établissement du plan-programme pour 2021. Le Bureau des affaires de désarmement a continué d'appliquer les cinq recommandations figurant dans le rapport du BSCI, y compris la recommandation relative au renforcement de ses capacités de contrôle de l'exécution et d'auto-évaluation. L'adoption du plan stratégique pour 2021-2025 contribue à institutionnaliser une culture de suivi, de communication et d'évaluation systématiques au sein du Bureau.
- 4.12 Il est prévu de procéder aux évaluations et auto-évaluations ci-après en 2021 :
- l'évaluation de l'initiative du Secrétaire général intitulée « Assurer notre avenir commun : un programme de désarmement » ;
 - l'auto-évaluation des projets entrepris dans le cadre des sous-programmes concernés.

Programme de travail

Sous-programme 1

Négociations et délibérations multilatérales sur le désarmement et la limitation des armements

Objectif

- 4.13 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de faciliter les négociations et délibérations multilatérales sur les accords de désarmement, de limitation des armements et de non-prolifération sous tous ses aspects, comme l'exigent les États parties aux accords multilatéraux applicables et la Conférence du désarmement.

Stratégie

- 4.14 Pour contribuer à faciliter les négociations et délibérations multilatérales sur les accords de désarmement, de limitation des armements et de non-prolifération sous tous ses aspects, comme l'exigent les États parties aux accords multilatéraux applicables et la Conférence du désarmement, le sous-programme continuera à fournir un appui aux négociations se déroulant dans le cadre de la Conférence et des conférences et réunions d'États parties à divers accords multilatéraux de désarmement, de limitation des armements et de non-prolifération sous tous ses aspects, tant d'un point de vue technique que sur le plan des procédures et de l'organisation, ce qui devrait permettre d'organiser de manière efficace et efficiente les réunions de la Conférence et des différents organes conventionnels relevant du sous-programme. Parmi les résultats déjà obtenus, citons le degré élevé de satisfaction exprimé par les États quant à la qualité de l'appui et des conseils de fond fournis aux présidents et aux membres de la Conférence du désarmement et aux présidents des différents organes conventionnels.
- 4.15 Pour contribuer à faciliter les négociations et les délibérations multilatérales sur les accords de désarmement, de limitation des armements et de non-prolifération sous tous ses aspects, comme l'exigent les États parties aux accords multilatéraux applicables et la Conférence du désarmement, le sous-programme fournira également une assistance et un appui pour le suivi des décisions, recommandations et programmes d'action adoptés par les conférences et les réunions des États parties aux divers accords multilatéraux de désarmement, de limitation des armements et de non-prolifération, ce qui devrait se traduire par un renforcement de la viabilité opérationnelle et du respect des obligations découlant des traités, des décisions, des recommandations et des programmes d'action, ainsi que par une augmentation du nombre de rapports présentés par les États parties. Parmi les résultats déjà obtenus, citons le Fonds de roulement créé pour la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction et la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination comme suite aux décisions applicables prises par les États parties auxdites conventions. En outre, dans le cadre du sous-programme, des pages Web consacrées aux finances ont été créées, le processus de facturation a été numérisé et un outil interactif en ligne (tableau de bord) a été créé et lancé en 2020, ce qui a permis de rendre la gestion financière plus transparente, conformément au souhait des États Membres.
- 4.16 Pour contribuer à faciliter les négociations et les délibérations multilatérales sur les accords de désarmement, de limitation des armements et de non-prolifération sous tous ses aspects, comme l'exigent les États parties aux accords multilatéraux applicables et la Conférence du désarmement, le sous-programme poursuivra également le Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement, ce qui devrait permettre de renforcer les compétences des États Membres dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération, y compris au moyen du Programme, et d'améliorer l'équilibre femmes-hommes parmi les participants au Programme. Parmi les résultats déjà obtenus, citons la formation reçue par plus de 1 000 représentant(e)s de 170 états dans le cadre du Programme, qui a permis de les sensibiliser et de les faire adhérer aux efforts multilatéraux menés en faveur du désarmement dans les principales instances du désarmement, telles que la Conférence, les sessions de la Commission du désarmement et les réunions des États parties à divers traités sur la question, et de renforcer ainsi la présence d'anciens participants au Programme. En outre, au cours des 20 dernières années, la part de femmes ayant participé au Programme est passée de 35 % (10 femmes sur 25 participants) à 64 % (16 femmes sur 25 participants), le nombre de femmes formées au désarmement multilatéral ayant ainsi augmenté.
- 4.17 Pour contribuer à faciliter les négociations et les délibérations multilatérales sur les accords de désarmement, de limitation des armements et de non-prolifération sous tous ses aspects, comme l'exigent les États parties aux accords multilatéraux applicables et la Conférence du désarmement, le sous-programme continuera en outre à appuyer la mise en œuvre de la décision [2019/97](#) du Conseil de l'Union européenne en faveur de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la

fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction dans le cadre d'ateliers régionaux, de programmes bilatéraux d'assistance élargie et d'activités de formation et de renforcement des capacités, en faisant la promotion de réseaux de sécurité biologique auprès des jeunes scientifiques, en appuyant le programme de parrainage de la Convention et en sensibilisant les États qui n'y sont pas encore parties, ce qui devrait permettre de favoriser l'adhésion d'un plus grand nombre d'États à la Convention, de sensibiliser davantage de jeunes scientifiques originaires de pays en développement à la Convention et d'améliorer l'application de la Convention par les États parties. Parmi les résultats déjà obtenus, citons la ratification de la Convention par la République-Unie de Tanzanie en août 2019, portant le nombre d'États parties à 183. En outre, le programme de parrainage de la Convention a permis à 20 experts (dont 11 femmes) de pays en développement de participer aux réunions d'experts en juillet et août 2019. Ces experts, dont la participation à la réunion a favorisé l'échange des meilleures pratiques, et les réseaux régionaux et sous-régionaux informels renforceront la coordination de l'application de la Convention aux niveaux national et régional. En outre, grâce à l'assistance technique fournie, la Malaisie a révisé ses procédures internes concernant les déclarations annuelles sur les mesures de confiance de la Convention et élaboré et mis en œuvre une liste de vérification nationale pour l'évaluation et le contrôle de la biosécurité des laboratoires. Entre 2017 et 2019, une assistance technique a été fournie au Cameroun, à la Colombie, à la Côte d'Ivoire, à l'Irak, au Liban, au Malawi, à la Malaisie, au Népal et à la Sierra Leone.

Exécution du programme en 2019, par rapport à l'un des résultats escomptés

- 4.18 L'un des résultats escomptés pour 2019, à savoir l'efficacité de l'appui fourni aux négociations se déroulant dans le cadre de la Conférence du désarmement et des conférences et réunions d'États parties à divers accords multilatéraux de désarmement, de limitation des armements et de non-prolifération sous tous ses aspects, tant d'un point de vue technique que sur le plan des procédures et de l'organisation (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint : les documents requis ont été élaborés dans les temps voulus et l'appui administratif nécessaire a été fourni afin d'assurer le bon déroulement des réunions de la Conférence.

Exécution du programme en 2019 : plateforme relative aux mesures de confiance à l'intention des États Membres et forum de dialogue et de négociations

- 4.19 Le sous-programme assure le secrétariat technique de la Conférence du désarmement. La Conférence a été reconnue comme la seule instance multilatérale de négociation sur le désarmement de la communauté internationale lors de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, en 1978. Depuis 1979, le Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement est administré dans le cadre du sous-programme, conformément à diverses résolutions de l'Assemblée.
- 4.20 En 2019, le sous-programme a continué de fournir un appui sur les questions de fond et d'organisation ainsi qu'un appui administratif aux États membres de la Conférence du désarmement, et a notamment compilé à leur intention des informations sur les décisions que la Conférence avait adoptées et sur la manière dont ses travaux se déroulaient par le passé, à la demande du Président ou des États Membres, mis ses propres experts à la disposition de la Conférence et a également participé à ses réunions, qu'il a facilitées et dont il a assuré le service. Le sous-programme a également fourni un appui et des conseils techniques aux présidents successifs et au Directeur général dans ses fonctions de secrétaire général de la Conférence du désarmement et de Représentant personnel du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies auprès de la Conférence.

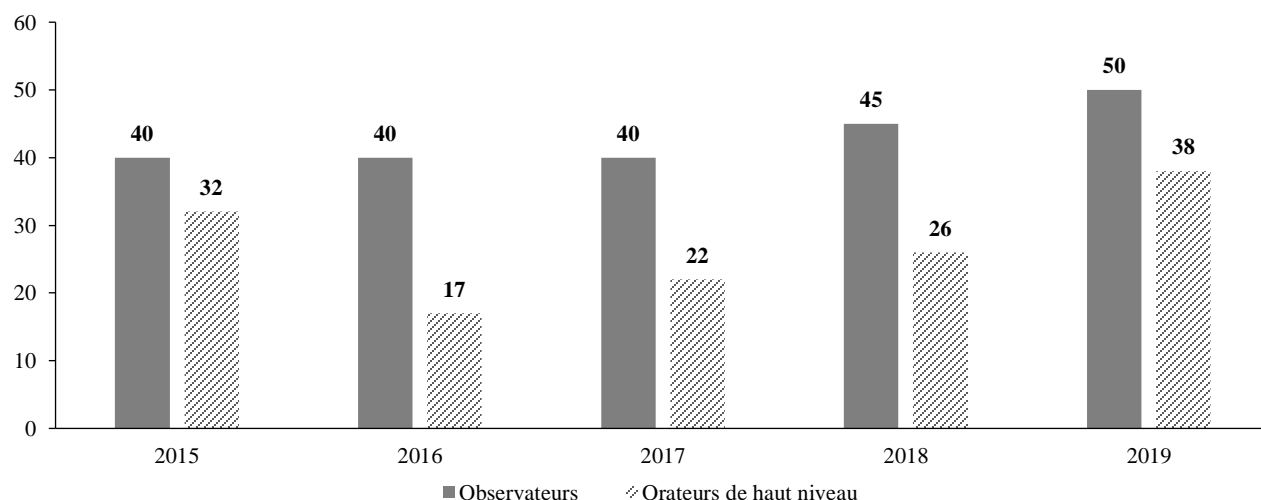
- 4.21 En outre, un appui a été apporté au Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement dans le cadre du sous-programme. Cela s'est traduit, entre autres, par la planification générale, l'élaboration et l'application du Programme ainsi que par la création et la coordination de son contenu de fond, y compris le lancement et la coordination des contributions au Programme par des représentants de haut niveau des États Membres et des organisations internationales et régionales et des organisations de la société civile concernées et du milieu universitaire, l'organisation et la coordination de visites d'étude dans plus de 10 États différents, et l'ouverture du processus de sélection. Les boursiers ont reçu des informations détaillées et se sont familiarisés avec les travaux pratiques de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires, de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), de la Cour internationale de Justice, de la Cour pénale internationale, de l'Union européenne et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Des visites d'étude ont été organisées à l'ONU à Genève, au Siège de New York et à l'Office des Nations Unies à Vienne, où les boursiers ont assisté aux travaux et délibérations des organes et organisations du désarmement et aux réunions des États parties aux traités et conventions du désarmement. Des visites d'étude ont également été effectuées en Allemagne, au Brésil, en Chine, au Japon, au Kazakhstan, en République de Corée et en Suisse.

Progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif et mesure des résultats

- 4.22 Les travaux de la Conférence du désarmement ont contribué à faciliter les négociations et les délibérations multilatérales sur les accords de désarmement, de limitation des armements et de non-prolifération sous tous ses aspects, comme le montrent les débats approfondis sur des questions techniques et spécialisées qui ont eu lieu au sein de la Conférence, conformément au rôle qui lui échoit en tant que seule instance multilatérale de négociation sur le désarmement de la communauté internationale. Les débats tenus sur tous les points de l'ordre du jour de la Conférence ont également suscité un intérêt accru pour les travaux de fond de la Conférence chez les États qui n'en sont pas membres, comme le montrent d'une part la participation de 38 orateurs de haut niveau en 2019, soit une augmentation de 46,2 % du nombre de dignitaires par rapport à 2018 et une augmentation globale de 72,7 % par rapport à 2017, et, d'autre part, les 50 pays ayant demandé à participer à la Conférence en tant qu'observateurs en 2019, un nombre record représentant une augmentation de 11,1 % par rapport à 2018. Les travaux du sous-programme ont également continué de contribuer à faciliter les négociations et les délibérations multilatérales sur les accords de désarmement, de limitation des armements et de non-prolifération sous tous ses aspects, comme le montre la participation active à ces délibérations et négociations d'anciens boursiers du Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement qui ont occupé ou occupent des postes à responsabilité dans le domaine du désarmement en tant que chefs ou hauts fonctionnaires d'organisations internationales ou représentants de leur gouvernement à la Conférence, à la Première Commission de l'Assemblée générale, à la Commission du désarmement ou dans d'autres organisations et instances liées au désarmement et à la maîtrise des armements. Par exemple, plus de 25 boursiers des dernières promotions ont récemment rejoint les délégations compétentes en matière de désarmement à Genève, Vienne et New York. La récente élection d'un ancien boursier à la tête de l'AIEA démontre elle aussi la contribution du Programme au renforcement des compétences professionnelles dans de nombreux États membres.

Figure 4.I

Mesure des résultats : nombre d'observateurs et de dignitaires participant au débat de haut niveau de la Conférence du désarmement (2015-2019)



Résultats escomptés pour 2021

Résultat 1 : progrès accomplis dans les débats relatifs aux technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes (résultat déjà défini pour 2020)

- 4.23 Le sous-programme continuera d'appuyer les travaux du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, créé en vertu de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, conformément à son mandat, et aidera les Hautes Parties contractantes dans leurs délibérations sur les moyens de mettre en œuvre les 11 principes directeurs adoptés en 2019, ainsi que sur les liens existants entre les aspects militaires, juridiques et technologiques des technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, comme devrait le montrer la mesure des résultats ci-après qui a été fixée pour 2021. Une mesure supplétive est utilisée pour 2020 car, dans sa résolution [74/251](#), l'Assemblée générale a approuvé un texte explicatif pour les sous-programmes qui ne porte que sur les objectifs qu'elle a approuvés dans sa résolution [71/6](#) et sur les produits retenus pour 2020.

Tableau 4.2
Mesure des résultats

2017	2018	2019	2020	2021
s.o.	Désaccord sur la caractérisation des systèmes d'armes létaux autonomes et sur la question de savoir si et comment aborder les questions associées aux technologies émergentes dans ce	Meilleure compréhension des caractéristiques techniques des systèmes d'armes létaux autonomes, de leur autonomie, de l'interaction homme-machine et des applications	Vision plus unifiée, parmi les États Membres, des principaux aspects de la question et de la stratégie à adopter vis-à-vis des questions humanitaires, éthiques et juridiques	Recommandations à la sixième Conférence d'examen de la Convention relatives à la clarification, à l'examen et à la mise au point des aspects du cadre normatif et opérationnel

2017	2018	2019	2020	2021
	domaine, dans le contexte de la Convention sur certaines armes classiques	militaires potentielles des technologies connexes, dans le contexte de la Convention	et des questions de sécurité internationale que soulèvent les systèmes d'armes létaux autonomes ; il est fait état d'une convergence de vues sur 1 ou plusieurs de ces questions dans le rapport final de la Réunion des Hautes Parties contractantes à la Convention ou dans celui du Groupe d'experts gouvernementaux	concernant les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes

Abréviation : s.o. = sans objet.

Résultat 2 : négociations et délibérations tenues dans le cadre de la Conférence du désarmement (nouveau résultat)

- 4.24 Le sous-programme appuie la Conférence du désarmement, dont les négociations sont au point mort depuis plus de vingt ans. Les vives tensions géopolitiques et l'érosion progressive du dispositif du désarmement et de la non-prolifération n'ont pas été sans incidence sur ses travaux et il s'est révélé particulièrement difficile, dans ce contexte, de parvenir à un accord sur de nouveaux instruments juridiques, même si la Conférence continue de jouir du soutien de ses États membres.
- 4.25 Dans le cadre du sous-programme, le dialogue avec les États membres de la Conférence et avec ses observateurs a été renforcé, notamment grâce aux nombreux conseils et à l'appui fonctionnel apportés aux six présidents de la session annuelle, de sorte à fournir l'encouragement et le soutien nécessaires pour favoriser un passage de relais aussi harmonieux que possible entre les présidences et les sessions. Davantage d'informations ont également été fournies grâce à des recherches de fond plus approfondies, les questions de genre ont davantage été mises en lumière et tous les États membres et États observateurs ont reçu un dossier d'informations sur ces questions, mis au point par le Groupe d'influence des Champions internationaux de l'égalité des sexes dans le domaine du désarmement. On y trouve des informations sur la pertinence de la prise en compte des questions de genre dans la maîtrise des armements, la non-prolifération et le désarmement, ainsi que des pistes concrètes pour aider les spécialistes du désarmement à aborder leur travail sous le prisme du genre. Dans le même temps, grâce au sous-programme, le secrétaire général de la Conférence et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de la Conférence du désarmement a bénéficié de plus d'appui et a pu collaborer davantage avec les États membres et les six présidents de l'année.

Situation interne et réponse

- 4.26 La situation pour le sous-programme était la suivante : le sous-programme apportait un appui aux États membres en réponse à leur demande plutôt que de sa propre initiative et avait des difficultés à répondre aux demandes de recherches et d'appui techniques, en particulier pour ce qui était des groupes subsidiaires créés en 2018. En réponse, le sous-programme apportera un meilleur appui en rationalisant les flux de travail et en renforçant sa capacité d'apporter des conseils et des réponses ainsi que des services de recherche et d'appui de fond aux six présidents et aux États membres de la Conférence. Cela permettra de mieux répondre aux demandes de recherche que soumettent les États membres concernant les points de l'ordre du jour de la Conférence, y compris les technologies

nouvelles et émergentes pertinentes pour ses travaux. Par l'intermédiaire du secrétaire général de la Conférence, le sous-programme continuera à favoriser une plus grande coordination et une meilleure continuité entre les six présidences en organisant régulièrement des réunions à des fins de dialogue et de coordination.

Progrès escomptés en ce qui concerne la réalisation de l'objectif et mesure des résultats

- 4.27 Le travail qui sera effectué devrait contribuer à faciliter les négociations et les délibérations multilatérales sur les accords de désarmement, de limitation des armements et de non-prolifération sous tous ses aspects, comme devraient le montrer la plus grande continuité dans les travaux des six présidents successifs de chaque session annuelle, l'augmentation du nombre de déclarations communes des six présidents de l'année, la plus grande attention concernant les questions de genre et l'identification progressive de domaines de convergence, les codes de conduite, les mesures de confiance et les phases de pré-négociation, dont l'objectif serait d'aboutir à la négociation d'instruments juridiquement contraignants.

Tableau 4.3
Mesure des résultats

2017	2018	2019	2020	2021
La Conférence du désarmement crée un groupe de travail sur la voie à suivre, afin de trouver un terrain d'entente sur un programme de travail assorti d'un mandat de négociation	La Conférence crée des organes subsidiaires chargés d'examiner toutes les questions de son ordre du jour et les questions nouvelles et autres questions relatives à ses travaux de fond	La Conférence mène des discussions thématiques sur les points de son ordre du jour	La Conférence adopte un calendrier pour structurer ses discussions de fond sur tous les points de son ordre du jour, en accordant l'attention voulue aux questions émergentes et autres questions pertinentes pour ses travaux de fond	La Conférence constate une plus grande continuité dans les travaux des six présidents successifs de chaque session annuelle, une augmentation du nombre de déclarations communes des six présidents de l'année, une plus grande attention concernant les questions de genre et l'identification progressive de domaines de convergence, les codes de conduite, les mesures de confiance et les phases de pré-négociation, l'objectif étant d'aboutir à la négociation d'instruments juridiquement contraignants

Textes des organes délibérants définissant les mandats

4.28 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le sous-programme.

Résolutions de l'Assemblée générale

70/54 ; 74/62	Application de la Convention sur les armes à sous-munitions	74/76	Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination
73/73	Bourses d'études, formation et services consultatifs des Nations Unies dans le domaine du désarmement		
74/50	Vérification du désarmement nucléaire	74/79	Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction
74/61	Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction		
74/74	Rapport de la Conférence du désarmement		

Produits

4.29 On trouvera dans le tableau 4.4 les produits retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 4.4

Sous-programme 1 : produits retenus pour la période 2019-2021, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2019	Produits livrés : 2019	Produits prévus : 2020	Produits prévus : 2021
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	293	300	333	282
1. Documents, procès-verbaux et rapports de la Conférence du désarmement	86	105	86	86
2. Rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur le Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement	—	—	1	—
3. Documents du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner le rôle de la vérification dans la progression du désarmement nucléaire	12	5	—	—
4. Documents du Groupe d'experts gouvernementaux chargés d'examiner plus avant les questions de vérification du désarmement nucléaire	—	—	—	2
5. Documents de la Quatrième Conférence (2019) chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction et des Réunions des États parties (2020 et 2021) à la Convention	32	54	50	32
6. Documents des Réunions des États parties et de la Neuvième Conférence chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction	17	18	30	80

Titre II Affaires politiques

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2019</i>	<i>Produits livrés : 2019</i>	<i>Produits prévus : 2020</i>	<i>Produits prévus : 2021</i>
7. Documents des réunions d'experts de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction	76	55	76	—
8. Documents de la Réunion des Hautes Parties contractantes à la Convention sur certaines armes classiques, des conférences annuelles de ses Protocole II modifié et au Protocole V et du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes	45	47	60	62
9. Documents de la Conférence d'examen de 2020 et des Réunions des États parties à la Convention sur les armes à sous-munitions	25	16	30	20
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	171	182	175	232
10. Consultations et réunions de la Conférence du désarmement	95	106	95	95
11. Réunions du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner le rôle de la vérification dans la progression du désarmement nucléaire	10	10	—	—
12. Réunions du Groupe d'experts gouvernementaux chargés d'examiner plus avant les questions de vérification du désarmement nucléaire	—	—	—	22
13. Quatrième Conférence (2019) chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction et Réunions des États parties (2020 et 2021) à la Convention	10	10	10	10
14. Réunions des États parties et Neuvième Conférence chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction	10	8	8	44
15. Réunions d'experts de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction	16	14	16	—
16. Réunions des Hautes Parties contractantes à la Convention sur certaines armes classiques, conférences annuelles de son Protocole II modifié et de son Protocole V, réunions du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, du Groupe d'experts des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié et la Réunion d'experts sur le Protocole V	24	28	36	55
17. Réunions des États parties et Conférence d'examen de 2020 de la Convention sur les armes à sous-munitions	6	6	10	6
Services de conférence et de secrétariat pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	171	182	175	232
18. Consultations et réunions de la Conférence du désarmement	95	106	95	95
19. Réunions du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner le rôle de la vérification dans la progression du désarmement nucléaire	10	10	—	—
20. Réunions du Groupe d'experts gouvernementaux chargés d'examiner plus avant les questions de vérification du désarmement nucléaire	—	—	—	22

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2019</i>	<i>Produits livrés : 2019</i>	<i>Produits prévus : 2020</i>	<i>Produits prévus : 2021</i>
21. Quatrième Conférence (2019) chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction et Réunions des États parties (2020 et 2021) à la Convention	10	10	10	10
22. Réunions des États parties à la Convention sur les armes biologiques	10	8	8	44
23. Réunions des experts de la Convention sur les armes biologiques	16	14	16	—
24. Réunions des Hautes Parties contractantes à la Convention sur certaines armes classiques, conférences annuelles de son Protocole II modifié et de son Protocole V, réunions du Groupe d'experts gouvernementaux sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, du Groupe d'experts des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié et la Réunion d'experts sur le Protocole V	24	28	36	55
25. Réunions des États parties et Conférence d'examen de 2020 de la Convention sur les armes à sous-munitions	6	6	10	6
Services de documentation pour les réunions (en milliers de mots)	3 494	3 120	3 494	3 500
26. Édition de la documentation destinée aux organes délibérants pour toutes les réunions dont les services de conférence sont assurés par le sous-programme	3 494	3 120	3 494	3 500
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	3	7	7	8
27. Décision 2017/2284 du Conseil de l'Union européenne visant à accorder un soutien à des États des régions Afrique, Asie-Pacifique et Amérique latine-Caraïbes en vue d'une participation au processus consultatif mené par le groupe d'experts de haut niveau chargé de l'élaboration du traité interdisant la production de matières fissiles	1	1	1	—
28. Décision 2019/97 du Conseil de l'Union européenne en faveur de la Convention sur les armes biologiques ou à toxines dans le cadre de la stratégie de l'UE contre la prolifération des armes de destruction massive	1	1	1	1
29. Contributions volontaires aux projets financés en faveur de la Convention sur les armes biologiques	1	5	5	7
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	70	70	70	70
30. Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement	70	70	70	70
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	1	1	1	1
31. Guides techniques sur la présentation des mesures de confiance et sur l'application de la Convention sur les armes biologiques à l'échelle nationale	1	1	1	1

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2019	Produits livrés : 2019	Produits prévus : 2020	Produits prévus : 2021
-----------------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------

C. Activités de fond

Bases de données et documents numériques de fond : bases de données relatives aux rapports nationaux annuels sur le respect des dispositions, au Protocole V et au Protocole II modifié à la Convention sur certaines armes classiques, aux restes explosifs de guerre au titre du Protocole V à la Convention, aux articles 7 et 8 (9) de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction ; à l'article 7 de la Convention sur les armes à sous-munitions ; système de déclaration électronique pour les mesures de confiance et la base de données sur la coopération et l'assistance de la Convention sur les armes biologiques, mise à jour et maintenance du site Web relatif à la Conférence du désarmement, au Service de Genève, y compris les pages Web sur les questions financières, les matières fissiles, la Convention sur les armes biologiques, la Convention sur certaines armes classiques, la Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles, la Convention sur les armes à sous-munitions et la Convention sur les mines antipersonnel, le Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement et le Groupe d'experts gouvernementaux chargés d'examiner plus avant les questions de vérification du désarmement nucléaire

D. Activités de communication

Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : séances d'information et documents de sensibilisation (aux formats papier et numérique) sur le désarmement, la limitation des armements et la non-prolifération à l'intention des missions permanentes et des organisations gouvernementales et non gouvernementales et des organisations de la société civile basées à Genève ; renforcement des outils numériques en vue d'améliorer les rapports nationaux et de renforcer le respect des dispositions (Convention sur les armes biologiques et Convention sur certaines armes classiques)

Plateformes numériques et contenus multimédias : pages Web interactives sur les questions financières à l'appui des conventions dont le sous-programme assure le service ; outils numériques en vue d'améliorer les rapports nationaux et de renforcer le respect des dispositions

Sous-programme 2 Armes de destruction massive

Objectif

- 4.30 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de promouvoir le désarmement et la non-prolifération en ce qu'ils ont trait aux armes nucléaires et aux autres armes de destruction massive ainsi qu'à leurs vecteurs.

Stratégie

- 4.31 Pour contribuer à promouvoir le désarmement et la non-prolifération en ce qu'ils ont trait aux armes nucléaires, le sous-programme facilitera et appuiera les activités de négociation, de délibération et de recherche de consensus dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération des armes de destruction massive, et particulièrement des armes nucléaires et de leurs vecteurs. Dans le cadre du sous-programme, on favorisera la pleine application des instruments internationaux relatifs au désarmement et à la non-prolifération des armes nucléaires, notamment le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et, s'il devait entrer en vigueur, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. On se mobilisera en faveur de la Journée internationale contre les essais nucléaires et de l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. On continuera à sensibiliser aux dangers que représentent les armes nucléaires, notamment en apportant un soutien fonctionnel et technique aux activités en rapport avec la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires. On continuera à soutenir les États Membres en fournissant un appui fonctionnel et technique aux responsables siégeant à la Première Commission et à la Commission du désarmement. Le sous-programme ressertera sa coopération avec d'autres organisations intergouvernementales compétentes, comme l'AIEA, dans les domaines de la sécurité et de la non-prolifération nucléaires par exemple, et continuera à élargir le champ de ses interactions avec la société civile, en particulier les institutions de recherche, le monde universitaire et les organisations

non gouvernementales travaillant dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération des armes nucléaires et de leurs vecteurs. On continuera de promouvoir la participation pleine et effective des femmes aux travaux du sous-programme et d'aider les États à sensibiliser au fait que les armes nucléaires ont des effets différents sur les hommes et sur les femmes. Le travail qui sera effectué devrait avoir pour résultat d'instaurer la confiance et la compréhension entre les États Membres afin que ceux-ci puissent convenir d'une voie commune vers l'élimination totale des armes nucléaires et contribuer à réduire les risques d'utilisation de ces armes. Parmi les résultats déjà obtenus citons l'adoption chaque année d'une vingtaine de résolutions visant à promouvoir l'élimination des armes de destruction massive, notamment celles qui ont abouti à la négociation du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, le premier traité multilatéral de désarmement nucléaire conclu depuis plus de deux décennies. On peut également citer l'adoption par les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires d'instruments politiquement contraignants visant à renforcer le Traité et à progresser sur la voie de la réalisation de ses objectifs ultimes, ainsi qu'une adhésion accrue aux traités et instruments traitant du désarmement et de la non-prolifération des armes nucléaires.

- 4.32 Pour contribuer à promouvoir le désarmement et la non-prolifération en ce qu'ils ont trait aux armes nucléaires et aux autres armes de destruction massive ainsi qu'à leurs vecteurs, le sous-programme travaillera également en étroite coopération avec l'OIAC pour militer en faveur de l'universalité et de l'application intégrale de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction. Le sous-programme appuiera tous les efforts visant à faire répondre de leurs actes ceux dont il a été établi qu'ils ont utilisé des armes chimiques ; pour ce faire, il soutiendra l'action menée à cet égard par l'OIAC et travaillera avec les membres du Conseil de sécurité à la construction de l'unité et au rétablissement de l'adhésion à la norme internationale interdisant les armes chimiques. Dans ce contexte, il s'agira de continuer à tenir le Conseil de sécurité informé de l'application de sa résolution [2118 \(2013\)](#) relative à l'élimination du programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne, ce qui devrait permettre d'enrayer la poursuite de l'érosion de la norme interdisant les armes chimiques. Parmi les résultats déjà obtenus citons la création en 2015 par le Conseil de sécurité, en application de sa résolution [2235 \(2015\)](#), du Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies, afin « d'identifier dans toute la mesure possible » les responsables de l'utilisation comme arme de tout produit chimique toxique, comme le chlore, en République arabe syrienne ; le Mécanisme a enquêté sur 11 cas d'utilisation confirmée de produits chimiques toxiques comme armes dans le pays.
- 4.33 Pour contribuer à promouvoir le désarmement et la non-prolifération en ce qu'ils ont trait aux armes nucléaires et aux autres armes de destruction massive ainsi qu'à leurs vecteurs, le sous-programme continuera également à renforcer la capacité opérationnelle du Mécanisme permettant au Secrétaire général d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques, biologiques et à toxines. Pour ce faire, des activités de formation et de renforcement des capacités seront organisées, avec les États Membres intéressés et les partenaires concernés, à l'intention des experts et des laboratoires d'analyse, ce qui devrait permettre aux États Membres de mieux faire respecter la norme internationale interdisant l'utilisation d'armes de destruction massive, à savoir les armes chimiques et biologiques. Parmi les résultats déjà obtenus citons la mise en place de capacités permettant d'enquêter plus rapidement et plus efficacement grâce à la création d'un fichier d'experts, où figurent 30,2 % d'expertes, et de laboratoires d'États Membres, ainsi que la mise au point de cours de formation concernant aussi bien le fichier d'experts que les laboratoires. Ces résultats sont conformes aux dispositions de la résolution [42/37 C](#) de l'Assemblée générale et de la résolution [620 \(1988\)](#) du Conseil de sécurité, ainsi qu'aux Modalités et procédures à suivre pour mener en temps utile des enquêtes efficaces sur les cas signalés d'emploi d'armes chimiques et bactériologiques (biologiques) ou à toxines ([A/44/561](#)).

Exécution du programme en 2019, par rapport à l'un des résultats escomptés

- 4.34 L'un des résultats escomptés pour 2019, à savoir l'amélioration et le renforcement, pour les États Membres et les États parties qui en faisaient la demande, des activités de négociation, de délibération et de recherche de consensus sur l'élimination totale des armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires, et sur le désarmement et la non-prolifération sous tous ses aspects, les vecteurs et l'espace, et l'universalité des instruments internationaux concernant les armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, comme le montre le degré de satisfaction quant à la qualité et à la ponctualité des services fonctionnels et organisationnels dont il a été fait état dans les déclarations nationales des États Membres, dans les résumés établis par les présidences des différentes entités et dans les commentaires individuels reçus par le Bureau des affaires de désarmement.

Exécution du programme en 2019 : renforcement du régime de non-prolifération nucléaire

- 4.35 Les États Membres l'ont souligné à de nombreuses reprises : progresser sur la voie de l'élimination totale des armes nucléaires demeure leur principale priorité en matière de désarmement. Pour ce faire, il reste essentiel que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires conserve toute sa vigueur et toute son efficacité, et surtout qu'il continue à contribuer à la prévention de l'utilisation et de la prolifération des armes nucléaires.
- 4.36 Le sous-programme a contribué à la réalisation de cet objectif en sa qualité de secrétariat du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. En 2019, à la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence d'examen de 2020, tous les États parties au Traité ont réaffirmé l'importance du Traité et leur attachement à celui-ci et à ses objectifs, ainsi que leur volonté de voir le Traité demeurer un instrument solide et la pierre angulaire du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. En outre, le Comité préparatoire a pu adopter un projet de règlement intérieur et un programme de travail, et approuver un Président désigné ; l'accomplissement de ces tâches procédurales facilitera le début de la Conférence d'examen de 2020. Dans ce contexte et dans le cadre du sous-programme, un appui a été fourni au Président de la session avant et pendant la conférence.
- 4.37 Dans le cadre du sous-programme, outre qu'il a apporté un soutien logistique à la troisième session du Comité préparatoire, le Bureau des affaires de désarmement a prodigué des conseils au Président sur les questions de procédure afin de l'aider à répondre aux questions des États parties portant sur le règlement intérieur, et notamment sur le droit de réponse, la participation des États non parties et le vote ; il a dispensé des conseils techniques sur les questions de fond examinées pendant la session, y compris les précédents dans l'histoire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et plus largement le régime général de désarmement et de non-prolifération ; il a formulé des avis de fond sur les principaux aspects des travaux menés dans le cadre du Traité, en particulier les positions établies de longue date et celles qui continuent d'évoluer, afin d'aider le Président à surmonter les divergences, notamment celles relatives à la sécurité nationale.
- 4.38 En outre, au cours de la période précédant la troisième session du Comité préparatoire, un appui a été fourni au Président sur les plans logistique et technique mais aussi concernant les questions de fond pour l'aider dans ses consultations et ses activités de communication avec les États, l'objectif étant d'assurer le bon déroulement de la session. Afin d'organiser la réussite non seulement du Comité, mais de l'ensemble du cycle d'examen, le sous-programme a également participé à des initiatives lancées par des États, des acteurs non étatiques de la société civile. Il s'est notamment agi de fournir des conseils impartiaux sur des aspects techniques ou des questions de fond concernant les conséquences des décisions prises lors des précédentes conférences d'examen, les options qui permettraient de parvenir à un consensus et les moyens pouvant permettre d'atteindre les objectifs fixés dans le contexte actuel, et les mécanismes du cycle d'examen.

Progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif et mesure des résultats

- 4.39 Le travail effectué a permis de promouvoir le désarmement et la non-prolifération en ce qu'ils ont trait aux armes nucléaires, comme le montre le fait que les États, en rendant compte dans leurs déclarations nationales des efforts qu'ils ont consentis pour mettre en œuvre les mesures pertinentes, ont tous réaffirmé leur attachement au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à sa contribution inestimable à la prévention de la propagation des armes nucléaires et de la technologie connexe, à la promotion de la coopération concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et à la réalisation de l'objectif de désarmement nucléaire et de désarmement général et complet. Les activités visant à assurer le bon déroulement de la session du Comité préparatoire ont également consolidé le Traité sur le plan institutionnel, en montrant qu'il était une instance diplomatique qui résistait à l'épreuve du temps et au sein de laquelle les États parties pouvaient dialoguer, y compris sur des questions à propos desquelles leurs intérêts et leurs points de vue divergeaient.

Tableau 4.5
Mesure des résultats

2015	2016	2017	2018	2019
La Conférence d'examen de 2015 n'a pas permis de parvenir à un consensus, notamment sur la définition d'un programme pour le prochain cycle quinquennal	s.o.	Les États, en rendant compte dans leurs déclarations nationales des efforts qu'ils ont consentis pour mettre en œuvre les mesures pertinentes, ont tous réaffirmé leur attachement au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à sa contribution inestimable à la prévention de la propagation des armes nucléaires et de la technologie connexe, à la promotion de la coopération concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et à la réalisation de l'objectif de désarmement nucléaire et de désarmement général et complet	Les États, en rendant compte dans leurs déclarations nationales des efforts qu'ils ont consentis pour mettre en œuvre les mesures pertinentes, ont tous réaffirmé leur attachement au Traité et à sa contribution inestimable à la prévention de la propagation des armes nucléaires et de la technologie connexe, à la promotion de la coopération concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et à la réalisation de l'objectif de désarmement nucléaire et de désarmement général et complet	Les États, en rendant compte dans leurs déclarations nationales des efforts qu'ils ont consentis pour mettre en œuvre les mesures pertinentes, ont tous réaffirmé leur attachement au Traité et à sa contribution inestimable à la prévention de la propagation des armes nucléaires et de la technologie connexe, à la promotion de la coopération concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et à la réalisation de l'objectif de désarmement nucléaire et de désarmement général et complet

Abréviation : s.o. = sans objet.

Résultats escomptés pour 2021

Résultat 1 : réduire le risque de guerre nucléaire (résultat déjà défini pour 2020)

- 4.40 Les travaux relatifs aux armes de destruction massive, armes nucléaires comprises, se poursuivront, conformément au mandat qui a été défini, et on aidera les pays à parvenir à un consensus concernant la tenue des engagements pris au titre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, comme devrait le montrer la mesure des résultats ci-après qui a été fixée pour 2021. Une mesure supplétive est utilisée pour 2020 car, dans sa résolution [74/251](#), l'Assemblée générale a approuvé un texte explicatif pour les sous-programmes qui ne porte que sur les objectifs qu'elle a approuvés dans sa résolution [71/6](#) et sur les produits retenus pour 2020.

Tableau 4.6

Mesure des résultats

2017	2018	2019	2020	2021
s.o.	Difficultés rencontrées dans le cadre des activités de négociation, de délibération et de recherche de consensus sur l'élimination totale des armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires	Recherche de points de convergence, rapprochement des positions et réduction des risques nucléaires ; organisation de consultations régionales et de missions de bons offices et facilitation du dialogue et de la réflexion novatrice, notamment en prévision de la troisième session du Comité préparatoire et de la Conférence d'examen de 2020	Adoption par consensus, entre autres, d'un document final de la Conférence d'examen de 2020 équilibré qui, en particulier, illustre les progrès accomplis au regard des engagements pris dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ; énonce des actions concrètes de nature à faire progresser le désarmement nucléaire, notamment des mesures visant à réduire le risque de guerre nucléaire ; se fait l'écho de l'appui en faveur du renforcement des mesures de non-prolifération	Début de la mise en œuvre des décisions de la Conférence d'examen de 2020 et préparatifs en vue du début du prochain cycle d'examen, en 2022

Abréviation : s.o. = sans objet.

Résultat 2 : application renforcée de l'engagement relatif au désarmement et à la non-prolifération (nouveau résultat)

- 4.41 Grâce à une adhésion quasi universelle, et aux engagements à caractère juridiquement contraignant en matière de désarmement et garanties vérifiables dans le domaine de la non-prolifération dont il est assorti, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est largement reconnu comme constituant le socle des régimes de non-prolifération et de désarmement nucléaires. Il est vu par

beaucoup comme l'instance de négociation de facto en ce qui concerne ces questions. Toute une série de facteurs, parmi lesquels le contexte géostratégique actuel n'est pas le moindre, assombrissent les perspectives de désarmement nucléaire et de maîtrise des armements à court terme et attisent dans le même temps les inquiétudes quant au risque d'utilisation des armes nucléaires. Dans ce contexte, la grande priorité du sous-programme restera de veiller à ce que le Traité demeure un instrument solide et adapté à son objectif, dans des circonstances où les conditions de sécurité sont fluctuantes. Pour ce faire, il sera crucial d'aider les États Membres à faciliter la mise en œuvre de toute décision issue de la Conférence d'examen de 2020.

- 4.42 Le sous-programme ayant vocation à appuyer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, des efforts importants ont été déployés pour assurer un succès en 2020 : cela est notamment passé par l'organisation de consultations impartiales, la conduite d'actions de sensibilisation et la formulation de conseils au nom et à l'intention du Président désigné de la Conférence d'examen de 2020, ainsi que par la prestation d'une assistance concernant les aspects techniques et procéduraux et les questions de fond, sachant toutefois qu'en définitive l'issue de la Conférence est entre les mains des États.

Situation interne et réponse

- 4.43 Pour le sous-programme, la situation était la suivante : il s'agissait de continuer à prêter une assistance appropriée aux États concernant un large éventail de questions en rapport avec le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements, tout en étant capable de fournir à ces États l'appui supplémentaire dont ils pourraient avoir besoin à l'approche de la Conférence d'examen de 2020. En réponse, et compte tenu du report de la Conférence d'examen, le sous-programme intensifiera ses efforts ciblés, planifiera de manière appropriée et utilisera toutes les ressources à sa disposition pour aider les États à organiser la Conférence et à appliquer toutes les décisions qui pourraient en découler dans le cadre de l'application intégrale du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires tout au long du cycle d'examen qui court jusqu'en 2025.
- 4.44 Dans le cadre du sous-programme, un dialogue sera également noué avec les États, la société civile et le monde universitaire pour recenser les diverses perspectives qui pourraient être prises en compte. Les bons offices du Secrétaire général seront mis à profit pour réaffirmer l'importance de l'application intégrale du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Dans le cadre du sous-programme, on étudiera les moyens d'être plus efficace dans l'appui apporté aux États et de continuer à améliorer et à rationaliser la coordination et la communication au sein du système des Nations Unies. Conformément à la politique générale de l'Organisation des Nations Unies, la participation égale et effective des femmes aux travaux du sous-programme sera encouragée ; de même, les efforts faits par les États pour appeler l'attention sur les incidences différenciées des armes nucléaires selon le sexe et sur l'importance de la participation égale et effective des femmes aux activités de désarmement nucléaire seront soutenus.

Progrès escomptés en ce qui concerne la réalisation de l'objectif et mesure des résultats

- 4.45 Le travail qui sera effectué devrait contribuer à promouvoir le désarmement et la non-prolifération en ce qu'ils ont trait aux armes nucléaires, comme devrait le montrer le fait que les pays/États membres appliquent (ou s'engagent à appliquer) les dispositions découlant des décisions de la Conférence d'examen de 2020, faisant par là progresser le désarmement nucléaire.

Tableau 4.7
Mesure des résultats

2017	2018	2019	2020	2021
Difficultés rencontrées dans le cadre des activités de négociation, de délibération et de recherche de consensus sur l'élimination totale des armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires, dans le contexte de la première session du Comité préparatoire et de la Conférence d'examen de 2020. Efforts visant à trouver un terrain d'entente	Accroissement des difficultés rencontrées dans le cadre des activités de négociation, de délibération et de recherche de consensus sur l'élimination totale des armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires, dans le contexte de la deuxième session du Comité préparatoire. Nouveaux efforts visant à trouver un terrain d'entente	Efforts visant à rechercher des points de convergence, à rapprocher les positions et à réduire les risques nucléaires, notamment en vue de la troisième session du Comité préparatoire	Intensification des efforts visant à rechercher des points de convergence, à rapprocher les positions et à réduire les risques nucléaires Tenue de consultations régionales et appui à la tenue d'ateliers visant à favoriser le dialogue et la réflexion novatrice dans la période précédant la Conférence d'examen de 2020, afin de faciliter l'émergence d'un consensus sur un document final	Pays/États membres appliquant (ou s'engageant à appliquer) les dispositions découlant des décisions de la Conférence d'examen de 2020, et faisant par là progresser le désarmement nucléaire

Textes des organes délibérants définissant les mandats

4.46 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le sous-programme.

Résolutions et décisions de l'Assemblée générale

42/37 C	Mesures visant à renforcer l'autorité du Protocole de Genève de 1925 et à appuyer la conclusion d'une convention sur les armes chimiques		non discriminatoire et internationalement et effectivement vérifiable interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires
42/38 C	Notification des essais nucléaires	60/73	Prévention du risque de terrorisme radiologique
44/116 O	Conférence des Parties chargée de l'examen du Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol	63/55 63/63	Missiles Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale
58/50	Réduction des armements nucléaires non stratégiques	64/35	Journée internationale contre les essais nucléaires
59/81	Décision de la Conférence du désarmement (CD/1547), en date du 11 août 1998, de constituer, au titre du point 1 de son ordre du jour intitulé « Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire », un comité spécial chargé de négocier, sur la base du rapport du Coordonnateur spécial (CD/1299) et du mandat y figurant, un traité multilatéral,	64/47 65/61	Volonté renouvelée de parvenir à l'élimination totale des armes nucléaires Réductions bilatérales des armements nucléaires stratégiques et nouveau cadre de relations stratégiques

65/127	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires	70/40	Agir dans l'unité, avec une détermination renouvelée, en vue de l'élimination totale des armes nucléaires
65/236	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques	70/41	Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction
69/27	Interdiction de mettre au point et de fabriquer de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive : rapport de la Conférence du désarmement	70/47	Conséquences humanitaires des armes nucléaires
69/42	Réduction du niveau de disponibilité opérationnelle des systèmes d'armes nucléaires	70/48	Engagement humanitaire en faveur de l'interdiction et de l'élimination des armes nucléaires
69/44	Code de conduite de La Haye contre la prolifération des missiles balistiques	70/50	Impératifs éthiques pour un monde exempt d'armes nucléaires
69/50	Prévention de l'acquisition de sources radioactives par des terroristes	70/52	Désarmement nucléaire
69/53	Mesures visant à renforcer l'autorité du Protocole de Genève de 1925	70/54	Suite donnée à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires
69/63	Sécurité internationale et statut d'État exempt d'armes nucléaires de la Mongolie	70/57	Déclaration universelle sur l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires
69/66	Troisième Conférence des États parties aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires, des États signataires et de la Mongolie en 2015	70/60	Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est (Traité de Bangkok)
70/23	Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique	70/70	Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient
70/24	Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient	70/73	Traité d'interdiction complète des essais nucléaires
70/25	Conclusion d'arrangements internationaux efficaces visant à garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace d'emploi de ces armes	70/74	Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction
70/28	Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020 et Comité préparatoire	72/250	Nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace
70/33	Faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire	73/30	Prévention d'une course aux armements dans l'espace
70/34	Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013	73/31	Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier
70/36	Mesures visant à empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive	73/48	Traité sur l'interdiction des armes nucléaires
70/37	Réduction du danger nucléaire	73/71	Quatrième Conférence des zones exemptes d'armes nucléaires et de la Mongolie en 2020
70/38	Suivi des obligations en matière de désarmement nucléaire contractées à l'issue des conférences des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargées d'examiner le Traité en 1995, en 2000 et en 2010	73/72	Mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales
70/39	Traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires	69/517	Missiles
		63/520	Conférence des Nations Unies chargée de trouver les moyens d'éliminer les dangers nucléaires dans le contexte du désarmement nucléaire
		66/513	La vérification sous tous ses aspects, y compris le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine
		73/546	Convocation d'une conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive

Résolutions du Conseil de sécurité

1540 (2004)	Non-prolifération des armes de destruction massive	1977 (2011)	Prorogation du mandat du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)
1887 (2009)	Maintien de la paix et de la sécurité internationales. Non-prolifération et désarmement nucléaires	2118 (2013)	Élimination du programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne

Produits

- 4.47 On trouvera dans le tableau 4.8 les produits retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 4.8

Sous-programme 2 : produits retenus pour la période 2019-2021, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2019	Produits livrés : 2019	Produits prévus : 2020	Produits prévus : 2021
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	134	115	235	29
1. Rapports et notes du Secrétaire général sur les armes nucléaires et chimiques destinés à l'Assemblée générale	9	11	9	9
2. Documentation et documents de travail destinés à la conférence internationale de haut niveau des Nations Unies sur le désarmement nucléaire	11	—	—	—
3. Rapports et documentation pour la session de 2019 du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020	71	74	—	—
4. Rapports et documentation destinés à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020	—	3	205	—
5. Rapports et documentation du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier de nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace	26	13	—	—
6. Rapports et documentation destinés à la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive	17	14	20	20
7. Rapports et documentation destinés à la quatrième Conférence des zones exemptes d'armes nucléaires et de la Mongolie	—	—	1	—
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	109	97	136	60
8. Séances de la Première Commission	25	18	25	25
9. Séances de la Commission du désarmement	10	7	15	15
10. Séances plénières de la réunion plénière de haut niveau consacrée à la célébration et à la promotion de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires	2	2	2	2
11. Réunion plénière de haut niveau consacrée à la célébration et à la promotion de la Journée internationale contre les essais nucléaires	—	2	2	2

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2019</i>	<i>Produits livrés : 2019</i>	<i>Produits prévus : 2020</i>	<i>Produits prévus : 2021</i>
12. Séances de la conférence internationale de haut niveau des Nations Unies sur le désarmement nucléaire	11	—	—	—
13. Consultations et réunions d'avant-session au titre de la session de 2019 du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020	22	29	—	—
14. Consultations et réunions d'avant-session de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020	—	—	76	—
15. Séances de la Conférence visant à faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et de son Bureau	5	2	—	2
16. Séances de la quatrième Conférence des zones exemptes d'armes nucléaires et de la Mongolie	—	—	2	—
17. Séances du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier de nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace	20	20	—	—
18. Séances de la réunion consultative informelle à composition non limitée sur les nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace	4	4	—	—
19. Consultations et réunions d'avant-session de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive	10	13	14	14
B. Création et transfert de connaissances				
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	18	31	30	24
20. Ateliers organisés afin de tirer des enseignements des activités du Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies	—	7	3	—
21. Mécanisme permettant au Secrétaire général d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques, biologiques et à toxines : séances, cours de formation aux enquêtes concernant les armes chimiques et mise à jour du fichier d'experts	17	15	17	20
22. Réunions à l'échelle régionale et séminaires thématiques organisés pour préparer la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020	—	6	6	—
23. Atelier sur la sécurité de l'espace extra-atmosphérique	1	1	—	—
24. Séminaire sur la promotion de la coopération et le renforcement des mécanismes de consultation entre les zones exemptes d'armes nucléaires existantes	—	2	—	—
25. Réunions intersessions de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive	—	—	4	4

C. Activités de fond

Bons offices : actions d'information sur le désarmement et la non-prolifération des armes de destruction massive menées par le Secrétaire général et la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement

Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : formulation de conseils impartiaux sur des questions techniques, de fond et de procédure à l'intention des États Membres ; participation d'experts à des séminaires, des ateliers et des conférences organisés par des États Membres et la société civile ; conférences et autres activités d'information et de sensibilisation menées par le Secrétaire général, la Haute-représentante pour les affaires de désarmement et d'autres membres du Service des armes de destruction massive.

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2019	Produits livrés : 2019	Produits prévus : 2020	Produits prévus : 2021
-----------------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------

D. Activités de communication

Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : production de publications ad hoc, organisation de manifestations parallèles en marge des conférences des Nations Unies pertinentes et organisation de conférences ad hoc.

Plateformes numériques et contenus multimédias : sites Web et médias sociaux : mise à jour du site Web du Bureau des affaires de désarmement en ce qui concerne les questions relatives aux armes de destruction massive.

Sous-programme 3 Armes classiques

Objectif

- 4.48 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de promouvoir la réglementation et la limitation des armes classiques, compte étant tenu du besoin légitime qu'ont les États de se défendre.

Stratégie

- 4.49 Pour contribuer à promouvoir la réglementation des armes classiques, en 2021 le sous-programme mènera à bien les préparatifs en vue de la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites, qui se tiendra à New York en 2022. Dans cette perspective, le sous-programme organisera des séances d'information avec le groupe régional concerné afin de choisir le Président désigné ou la Présidente désignée pour la Réunion, et aidera celui-ci ou celle-ci à préparer quatre consultations à participation non limitée et réunions d'information ; créera et administrera une page Web consacrée à la Réunion ; et établira le rapport du Secrétaire général sur le commerce illicite des armes légères et de petit calibre qui servira de note d'information et de document de référence dans le cadre de la Réunion. Dans le cadre du sous-programme, il s'agira également d'aider les États à appliquer les textes issus de la septième Réunion biennale des États (qui se tiendra en 2020) en mettant l'accent sur la prévention du détournement d'armes au profit de destinataires non autorisés, sur une meilleure compréhension des effets du commerce illicite des armes légères et de petit calibre sur les femmes, sur la formulation et l'ajout d'une annexe à l'Instrument international, sur l'évolution de la situation et les nouveautés en matière de technologies relatives aux armements et sur la fourniture aux États qui le souhaitent d'un appui aux fins de la formulation d'objectifs nationaux en vue d'une application effective du Programme d'action. En sa qualité de coresponsable (avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime) de l'indicateur 16.4.2 relatif aux objectifs de développement durable, le sous-programme gèrera les rapports nationaux sur le Programme d'action soumis par les États et aidera à renforcer les capacités des structures étatiques concernées aux fins de la collecte et de l'analyse des données relatives aux flux illicites d'armes, sur la base des armes ayant été saisies, trouvées ou rendues volontairement. Dans ce contexte, il s'agira également de faciliter la diffusion des Directives techniques internationales sur les munitions par l'intermédiaire du programme SaferGuard, qui relève du sous-programme et constitue une plateforme de gestion des connaissances relatives aux Directives, ainsi que celle des directives concernant la maîtrise des armes de petit calibre mises à disposition dans le Recueil de modules sur le contrôle des armes légères ; tout cela devrait permettre aux États de mieux se préparer à la huitième Réunion biennale des États et de mieux tenir les engagements pris à l'issue de la septième Réunion biennale, et cela devrait en outre permettre de sécuriser davantage la gestion des munitions et d'appliquer les directives concernant la maîtrise des armes légères et de petit calibre. Parmi les résultats déjà obtenus citons les résultats concrets issus de la troisième Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès

accomplis dans l'exécution du Programme d'action (tenue en 2018), dont l'obtention a été facilitée par la collaboration précoce nouée entre le Secrétariat et la présidence de la Conférence et les groupes régionaux. Parmi les résultats déjà obtenus on peut également citer l'augmentation du nombre de rapports nationaux soumis au titre du Programme d'action, grâce aux initiatives de communication et d'appui du Secrétariat, parmi lesquelles la mise à disposition d'un modèle de rapport disponible dans plusieurs langues de l'Organisation des Nations Unies. Parmi les résultats déjà obtenus dans le cadre du programme SaferGuard et du Recueil de modules sur le contrôle des armes légères, citons le fait que des instruments juridiques internationaux sont désormais accessibles à un plus large public, à la suite de la constitution d'équipes consultatives pour les questions de gestion des munitions conjointes, initiative couronnée de succès, et de la prestation sur le terrain de services spécialisés pratiques en vue de la diffusion des orientations normatives formulées par l'ONU dans les Directives techniques et le Recueil, ainsi que la traduction de ces deux documents dans les langues les plus demandées.

- 4.50 Pour contribuer à promouvoir la réglementation et la limitation des armes classiques, compte étant tenu du besoin légitime qu'ont les États de se défendre, le sous-programme aidera également les États à progresser sur la voie de la réalisation de l'objectif de développement durable 16, et en particulier de la cible 16.a, relative à l'appui aux institutions nationales chargées de prévenir la violence et de lutter contre le terrorisme et la criminalité, de la cible 16.1 relative à la réduction de la violence partout dans le monde, à la cible 16.4 relative à la réduction du trafic d'armes, de la cible 5.2 relative à l'élimination de la vie publique et de la vie privée de toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, de la cible 5.5 relative au fait de veiller à ce que les femmes participent pleinement et effectivement aux fonctions de direction et y accèdent sur un pied d'égalité, et de la cible 5.c relative à l'adoption de politiques bien conçues et de dispositions législatives applicables en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles à tous les niveaux et au renforcement de celles qui existent. Dans cette perspective, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et sur la base des orientations techniques du Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères, le sous-programme coordonnera l'action des partenaires régionaux et nationaux afin de mobiliser plus efficacement le système des Nations Unies au niveau des pays en tirant parti du fonds appelé « Entité "Sauver des vies" » : celui-ci accordera des subventions pour permettre la conduite d'activités dans les pays les plus touchés, l'idée étant d'intégrer systématiquement la maîtrise des armes de petit calibre dans les initiatives et politiques de développement et de la rendre effective. Les activités menées soutiendront des projets visant à améliorer le débat public et la législation concernant la réglementation et la limitation de l'accès aux armes de petit calibre et aux munitions, l'accent étant mis sur la dimension de genre de cette problématique ainsi que sur les effets différents du trafic de ces armes sur les femmes et les hommes et sur les garçons et les filles, et des projets destinés à remédier au manque de données ventilées concernant les rapports entre genre et armes légères et de petit calibre. Dans le cadre du sous-programme, on accordera également la priorité aux activités d'appui aux projets qui permettent de renforcer la capacité des institutions nationales, par exemple les autorités frontalières et douanières, à réglementer les armes de petit calibre et les munitions ; à cette fin, des ateliers seront organisés au niveau des pays pour permettre aux spécialistes issus des gouvernements et de la société civile d'échanger leurs points de vue sur les questions prioritaires. Ces activités devraient avoir pour résultat de permettre un renforcement de la législation, des politiques et des réglementations relatives aux armes de petit calibre et par conséquent une réduction de la violence armée ; une meilleure sécurisation des dépôts d'armes et une amélioration du marquage des armes et de la tenue des registres pertinents ; un renforcement des capacités des autorités frontalières et douanières ; une gestion sûre et sécurisée des munitions. Parmi les résultats déjà obtenus citons le renforcement des cadres réglementaires organisant la maîtrise des armes de petit calibre et l'existence d'une coordination interinstitutions effective s'agissant des questions relatives à ces armes : ainsi, le Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères s'est régulièrement réuni, l'objectif étant d'assurer une action cohérente de l'ensemble des entités des Nations Unies en la matière ; en outre, le Recueil de modules sur le contrôle des armes légères, fruit d'un travail précédent commun du sous-programme et du PNUD, propose 19 modules qui ont été utilisés dans plus d'une centaine d'États Membres, lesquels y ont trouvé des directives

qu'ils pouvaient appliquer s'ils le souhaitaient ainsi que des conseils opérationnels concernant les mesures de maîtrise des armes légères et de petit calibre.

- 4.51 Pour contribuer à la promotion de la réglementation et de la limitation des armes classiques, compte étant tenu du besoin légitime qu'ont les États de se défendre, le sous-programme s'emploiera également à gérer et à tenir à jour des bases de données sur les dépenses militaires, ainsi que le Registre des armes classiques, en proposant notamment la traduction dans les six langues officielles de l'ONU de l'outil de communication d'informations en ligne et du site Web de la base de données du Registre, ce qui devrait permettre de réduire le risque de conflit entre États en atténuant l'effet déstabilisateur de la multiplication des transferts d'armes et de la progression de l'accumulation d'armes. Parmi les résultats déjà obtenus citons la mise à la disposition des États Membres d'informations supplémentaires sur les dépenses militaires et les armes classiques ; on a ainsi gagné en transparence grâce à la fourniture d'un appui fonctionnel et administratif aux divers groupes d'experts intergouvernementaux à l'occasion de l'examen du Registre, mené tous les trois ans, les plus récents examens datant de 2016 et de 2019 ; à l'issue de ces examens, des recommandations concrètes ont été formulées, notamment au sujet de l'élargissement du champ d'application du Registre ainsi que du développement, de la maintenance et de la mise à jour de l'outil de communication d'informations en ligne et de la base de données du Registre.

Exécution du programme en 2019, par rapport à l'un des résultats escomptés

- 4.52 L'un des résultats escomptés pour 2019, à savoir la facilitation effective de la mise en œuvre par les États Membres du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects en utilisant les outils disponibles, dans le cadre du mandat convenu (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, comme le montre le degré de satisfaction exprimé par les États Membres quant à la qualité et à la ponctualité des services fournis sur le plan technique et organisationnel.

Exécution du programme en 2019 : élargissement de la portée des rapports sur les armes classiques en vue d'y inclure des informations sur les armes légères et de petit calibre

- 4.53 Le premier Groupe d'experts gouvernementaux sur le Registre des armes classiques s'est réuni en 1994 ; il s'agit d'un mécanisme périodique chargé d'examiner la tenue et l'utilité du Registre qui se réunit tous les trois ans. Après l'échec de diverses tentatives visant à définir de manière consensuelle le champ couvert, le Groupe d'experts gouvernementaux de 2019 a adopté par consensus le champ d'application du Registre, qui a été élargi suite à la recommandation du Groupe invitant les États à communiquer, parallèlement aux informations concernant les sept catégories correspondant aux principaux systèmes d'armes déjà couverts par le Registre, des informations concernant les transferts internationaux d'armes légères et de petit calibre. On notera que le Groupe d'experts gouvernementaux a tenu compte de l'accent mis par le sous-programme sur l'accroissement de la participation des expertes et a atteint la parité femmes-hommes.
- 4.54 Dans le cadre des préparatifs des travaux du Groupe d'experts gouvernementaux, le sous-programme a aidé et conseillé le Secrétaire général s'agissant de la sélection des membres du Groupe, compte tenu de la nécessité d'assurer la diversité géographique et la parité femmes-hommes et de l'intérêt manifesté par les États pour le maintien et l'amélioration du Registre des armes classiques. Le sous-programme a également entrepris la rédaction du mandat de consultant auprès du Groupe d'experts gouvernementaux afin de veiller à ce que la présidence et le Groupe dans son ensemble puissent compter sur des personnes possédant l'expertise technique et l'expérience du contexte international nécessaires et pouvant donc leur apporter un appui aussi efficace que possible.
- 4.55 Le sous-programme a également fourni un appui et des conseils, concernant des aspects techniques et des questions de fond, à la Présidente du Groupe d'experts gouvernementaux : il a régulièrement

mis à disposition des documents de travail ainsi que de documents de référence, afin que la Présidente et le Groupe disposent de toutes les informations nécessaires concernant l'histoire et le statut actuel du Registre des armes classiques. Assurant le secrétariat du Groupe d'experts gouvernementaux, le sous-programme a contribué, en cette qualité, à recenser pour le compte de la Présidente les domaines pouvant donner lieu à des controverses et les points de consensus potentiels, ainsi qu'à guider le consultant technique dans la rédaction du rapport final du Groupe. Le sous-programme a également organisé des réunions parallèles pour permettre à la Présidente de s'entretenir avec les principales délégations afin de débattre de solutions à ces questions. Un appui et des conseils ont également été fournis concernant les procédures qui seraient les plus à même de faciliter l'émergence d'un consensus au sein du Groupe, au cours de ses trois sessions, afin qu'un rapport contenant de nouvelles recommandations puisse être approuvé.

- 4.56 Le sous-programme a également fourni l'appui administratif et logistique nécessaire pour les trois sessions du Groupe d'experts gouvernementaux – deux se sont tenues à Genève et une à New York – notamment en ce qui concernait les questions inscrites à l'ordre du jour, l'organisation des voyages des membres du Groupe à chaque session et la gestion des autres services de conférence nécessaires, comme par exemple les lieux de réunion et la traduction.

Progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif et mesure des résultats

- 4.57 Le travail effectué a permis de promouvoir la réglementation et la limitation des armes classiques ainsi que la transparence et le renforcement de la confiance entre les États Membres, compte étant tenu du besoin légitime qu'ont les États de se défendre, comme le montre l'adoption, par consensus, de recommandations visant à élargir le champ des rapports présentés au titre du Registre des armes classiques pour y inclure des informations sur les armes légères et de petit calibre, ce dont l'Assemblée générale s'est félicitée dans sa résolution [74/53](#).

Tableau 4.9
Mesure des résultats

2015	2016	2017	2018	2019
s.o.	Pas d'accord sur l'élargissement de la portée du Registre des armes classiques pour y inclure les armes légères et de petit calibre	s.o.	s.o.	Adoption, par consensus, de recommandations visant à élargir la portée des rapports présentés au titre du Registre pour y inclure des informations sur les armes légères et de petit calibre, ce dont l'Assemblée générale s'est félicitée dans sa résolution 74/53

Abréviation : s.o. = sans objet.

Résultats escomptés pour 2021

Résultat 1 : utiliser la technologie pour mesurer plus efficacement les progrès accomplis dans la mise en œuvre des mesures de lutte contre le trafic d'armes de petit calibre (résultat déjà défini pour 2020)

- 4.58 Les travaux portant sur la communication d'informations sur les armes de petit calibre se poursuivront, conformément au mandat qui a été défini, et dans le cadre du sous-programme on aidera les pays à s'acquitter de leurs obligations en matière de communication d'informations et on suivra leurs progrès s'agissant de l'application des instruments juridiques pertinents convenus au niveau international, comme devrait le montrer la mesure des résultats ci-après qui a été fixée pour 2021. Une mesure supplétive est utilisée pour 2020 car, dans sa résolution [74/251](#), l'Assemblée générale a approuvé un texte explicatif pour les sous-programmes qui ne porte que sur les objectifs qu'elle a approuvés dans sa résolution [71/6](#) et sur les produits retenus pour 2020.

Tableau 4.10

Mesure des résultats

2017	2018	2019	2020	2021
s.o.	Mise en service de la base de données qui doit permettre de communiquer des informations par voie électronique, de dresser un état des lieux de l'application du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et la collecte d'informations sur les besoins d'assistance internationale et de collecter des informations concernant les besoins des pays en matière d'assistance internationale ; cette base de données a été présentée pour la première fois à la troisième Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action	Ouverture du dialogue ; les États font part de leurs idées et de leurs vues sur la façon dont la base de données pourrait répondre au mieux à leurs besoins, notamment s'agissant des domaines dans lesquels ils peuvent encore progresser et de l'établissement de rapports nationaux bien conçus	Les États, les organisations régionales et les organisations de la société civile jugent que la base de données facilite le suivi de la réalisation des objectifs fixés dans les instruments en question	La base de données est mise à jour pour indiquer non seulement l'état d'application, mais aussi les progrès réalisés par rapport au cycle d'établissement des rapports précédent, afin de donner aux États Membres des moyens supplémentaires de suivre la réalisation des objectifs de manière mesurable et objective

Abréviation : s.o. = sans objet.

Résultat 2 : intégrer l'examen de la question des armes légères et de petit calibre aux travaux du Conseil de sécurité (nouveau résultat)

- 4.59 Le Conseil de sécurité aborde le thème des armes légères et de petit calibre tous les deux ans, ce qui permet de veiller à ce que cette question soit en permanence intégrée à ses travaux, en particulier en ce qui concerne les activités en faveur de la paix qu'il prescrit.
- 4.60 Le sous-programme appuie l'examen de cette question par le Conseil de sécurité en élaborant le rapport du Secrétaire général sur les armes légères et de petit calibre. Pour ce faire, il travaille en coordination avec toutes les parties prenantes concernées, en particulier les entités membres du Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères. Ce mécanisme de coordination interne fonctionne de la manière suivante : le sous-programme formule une demande initiale invitant les membres du Mécanisme de coordination à faire part de leurs commentaires sur le projet de plan du rapport ; puis le sous-programme communique le projet de texte du rapport au Mécanisme de coordination, à charge pour les membres de formuler des suggestions et de contribuer à l'examen de divers aspects thématiques de la question, comme par exemple les rapports entre armes légères et de petit calibre d'une part et drogue et criminalité de l'autre ; la lutte contre le terrorisme ; les femmes et la paix et la sécurité et les incidences différenciées des armes de petit calibre selon le sexe ; les aspects concernant les droits humains et les aspects humanitaires ; tous ces éléments sont ensuite intégrés selon qu'il convient au rapport final que présente le Secrétaire général au Conseil concernant cette question.
- 4.61 Le sous-programme échange également avec la présidence du Conseil de sécurité pour souligner l'importance et l'utilité du fait que le Conseil traite les questions relatives aux armes légères et de petit calibre comme une partie intégrante des activités de pérennisation de la paix ; en outre il fournit au Conseil, si celui-ci en fait la demande, des informations contextuelles et une assistance, concernant une éventuelle résolution du Conseil ou une déclaration de son Président ou de sa Présidente.

Situation interne et réponse

- 4.62 Pour le sous-programme, la situation était la suivante : il n'était pas toujours possible d'incorporer au rapport les réactions et les positions de l'ensemble des parties prenantes. En réponse, le sous-programme organisera plus tôt des consultations sur le projet de plan et le projet de rapport ; il s'agira en particulier de faire en sorte que, de façon plus précoce, des représentants du Bureau des affaires de désarmement d'un niveau hiérarchique plus élevé que ceux concernés auparavant se mettent en rapport avec des interlocuteurs de haut rang issus des délégations des pays siégeant au Conseil de sécurité qui se sont déjà engagés sur cette question par le passé et qui pourraient être enclins à inscrire cette question au programme de travail du Conseil pendant leur présidence.

Progrès escomptés en ce qui concerne la réalisation de l'objectif et mesure des résultats

- 4.63 Le travail qui sera effectué devrait contribuer à la réglementation et à la limitation des armes classiques, comme devrait le montrer la poursuite de l'intégration de la question des armes légères et de petit calibre aux travaux du Conseil de sécurité et aux activités en faveur de la paix relevant de sa compétence, ce qui pourrait notamment aboutir à une résolution du Conseil ou à une déclaration de la présidence sur cette question dans laquelle le Conseil reconnaîtrait également les effets différenciés de ces armes sur les femmes et sur les hommes.

Tableau 4.11
Mesure des résultats

2017	2018	2019	2020	2021
Aucune résolution ou déclaration de la présidence du Conseil de sécurité traitant des armes légères et de petit calibre	s.o.	Débat reporté à 2020	Débat tenu en février 2020 ; aucune déclaration de la présidence du Conseil	Poursuite de l'intégration de la question des armes légères et de petit calibre aux travaux du Conseil de sécurité et aux activités en faveur de la paix relevant de sa compétence, ce qui pourrait notamment aboutir à une résolution du Conseil ou à une déclaration de la présidence sur cette question dans laquelle le Conseil reconnaîtrait également les effets différenciés de ces armes sur les femmes et sur les hommes

Abréviation : s.o. = sans objet.

Textes des organes délibérants définissant les mandats

4.64 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le sous-programme.

Résolutions de l'Assemblée générale

73/38	Effets de l'utilisation d'armes et de munitions contenant de l'uranium appauvri	74/51	Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères et de petit calibre
73/51	Information sur les mesures de confiance dans le domaine des armes classiques	74/53	Transparence dans le domaine des armements
73/67	Lutter contre la menace que représentent les engins explosifs improvisés	74/57	Relation entre le désarmement et le développement
74/24	Information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires	74/60	Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects
74/38	Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional	74/65	Problèmes découlant de l'accumulation de stocks de munitions classiques en surplus
74/49	Traité sur le commerce des armes		

Produits

- 4.65 On trouvera dans le tableau 4.12 les produits retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 4.12

Sous-programme 3 : produits retenus pour la période 2019-2021, par catégorie et sous-catégorie

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2019</i>	<i>Produits livrés : 2019</i>	<i>Produits prévus : 2020</i>	<i>Produits prévus : 2021</i>
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	8	8	13	7
1. Rapports du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur les armes classiques, les transferts d'armes, les dépenses militaires, les armes légères et de petit calibre et le désarmement et le développement	6	6	7	6
2. Rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité sur les armes légères et de petit calibre	1	1	—	1
3. Rapports et autres documents concernant le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects	—	—	6	—
4. Rapport de groupes d'experts gouvernementaux	1	1	—	—
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	55	55	69	39
5. Séances de la Première Commission	25	25	25	25
6. Réunions du Groupe d'experts gouvernementaux sur le Registre des armes classiques	30	30	—	10
7. Réunions du Groupe d'experts gouvernementaux sur les munitions	—	—	30	—
8. Réunion de la septième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et de l'Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites adopté au titre du Programme d'action sur les armes légères	—	—	14	—
9. Consultations informelles entre les États Membres à la suite de la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action sur les armes légères	—	—	—	4
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	2	2	—	—
10. Cours de formation et tests d'aptitudes sur les Directives techniques internationales sur les munitions	2	2	—	—
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : réunions d'information à l'intention des délégués sur les instruments de transparence des Nations Unies (Registre des armes classiques et Rapport des Nations Unies sur les dépenses militaires) et en vue de la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action sur les armes légères ; réunions du Comité d'examen technique du programme SaferGuard.				

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2019	Produits livrés : 2019	Produits prévus : 2020	Produits prévus : 2021
-----------------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------

D. Activités de communication

Plateformes numériques et contenus multimédias : sites Web et médias sociaux ; mise à jour et maintenance de plateformes d'information intégrées sur les armes classiques et de systèmes de communication d'informations en ligne concernant le commerce officiel des armes à l'échelle mondiale, les dépenses militaires, les mesures de confiance dans le domaine militaire, l'application du Programme d'action sur les armes légères et le programme SaferGuard relatif aux munitions.

Sous-programme 4 Information et sensibilisation

Objectif

- 4.66 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de faire mieux comprendre et connaître aux États Membres et au public les questions relatives au désarmement, à la non-prolifération et à la maîtrise des armements, y compris par un travail de sensibilisation.

Stratégie

- 4.67 Pour permettre de mieux faire comprendre et connaître aux États Membres et au public les questions relatives au désarmement, à la non-prolifération et à la maîtrise des armements, des activités de sensibilisation et de partage d'informations seront menées au titre du sous-programme en coopération avec les États Membres et d'autres partenaires et parties prenantes concernés dans le cadre de tables rondes, de manifestations publiques, d'expositions, de points de presse, de sortie de livres, de projections de films, entre autres. En outre, des publications sortiront sur papier et en version électronique et seront diffusées sur le site Web du Bureau des affaires de désarmement et sur les plateformes de médias sociaux du Bureau. Par ailleurs, une stratégie globale de communication visant les journalistes et autres acteurs des médias aura pour objet de mettre en lumière les mesures prises par l'ONU afin de promouvoir l'action multilatérale au service du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements. Les actions de sensibilisation refléteront et encourageront la diversité en associant et en ciblant un public d'âge, de sexe, de handicap, d'origine géographique et de perspectives différents. Ces activités devraient avoir le résultat suivant : susciter un plus grand intérêt envers les efforts multilatéraux de désarmement et mobiliser davantage de soutien en la matière, par un engagement plus marqué de la part du grand public et des autres parties prenantes intéressées et par la diffusion d'informations claires, opportunes et impartiales auprès des États Membres. Parmi les résultats déjà obtenus, citons une augmentation du taux de consultation des médias sociaux à la suite des nombreux articles d'opinion de fond de la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement dans des médias tels que le magazine Time, Inter Press Service et Teen Vogue (ce dernier s'adressant aux jeunes femmes sur la nécessité d'avoir plus de femmes occupant des postes de décisions dans les forums de négociation sur le désarmement). La Haute-Représentante a également fait publier des articles sur le désarmement dans des langues locales dans plusieurs journaux d'Amérique latine, du Moyen-Orient, d'Asie du Sud et d'Asie de l'Est.
- 4.68 Pour contribuer à mieux faire comprendre et connaître aux États Membres et au public les questions relatives au désarmement, à la non-prolifération et à la maîtrise des armements, le sous-programme appliquera également les recommandations figurant dans l'étude de l'ONU de 2002 sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, en coopération avec les États Membres, les autres partenaires et parties prenantes concernés, notamment les organisations intergouvernementales, les organisations régionales, la société civile et les établissements universitaires, en produisant et en diffusant des podcasts, en élaborant des modules en ligne sur des sujets de fond et en organisant des activités et des concours d'éducation en matière de paix et de désarmement, ainsi qu'en sensibilisant les jeunes, notamment les jeunes femmes, à la défense et à la promotion des efforts de désarmement, ce qui devrait permettre de mieux sensibiliser les parties prenantes, notamment les diplomates et

autres fonctionnaires, les représentants de la société civile et le grand public. Ces activités permettront aux intéressés de mieux comprendre les instruments, les mesures et les objectifs liés à la poursuite du désarmement et de la maîtrise des armements, le rôle de l'ONU et les effets différenciés des armes selon le genre. Parmi les résultats déjà obtenus, citons l'intérêt croissant des enseignants du secondaire pour des programmes de formation axés sur la sensibilisation de leurs élèves aux risques que représentent les armes nucléaires. Les activités pédagogiques ont vocation à aider les jeunes générations à réfléchir et à comprendre les questions liées au désarmement nucléaire.

- 4.69 Pour contribuer à mieux faire comprendre et connaître aux États Membres et au public les questions relatives au désarmement, à la non-prolifération et à la maîtrise des armements, le sous-programme appuiera également les efforts internationaux visant à créer un environnement mondial plus pacifique et plus sûr dans le domaine des technologies de l'information et des communications (TIC) en soutenant le Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les moyens de favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale, conformément à la résolution 73/266 de l'Assemblée générale, et en favorisant la sensibilisation et la mise en œuvre, notamment au niveau régional, de mesures collectives visant à parer aux risques qui se posent ou pourraient se poser dans le domaine de la sécurité informatique, notamment les normes, règles et principes de comportement responsable des États, les mesures de confiance et de renforcement des capacités ainsi que la manière dont le droit international s'applique à l'utilisation des technologies de l'information et des communications par les États. Cela devrait permettre de parvenir plus facilement à des interprétations communes dans les discussions multilatérales des États relatives à la sécurité des technologies de l'information et des communications dans le contexte de la sécurité internationale, ainsi que d'améliorer la sensibilisation et la connaissance du sujet parmi les États et les acteurs non gouvernementaux. Le programme de formation en ligne sur la cyberdiplomatie, qui sera utilisé dans le cadre d'un travail de sensibilisation supplémentaire, y contribuera fortement. Parmi les résultats déjà obtenus citons la création du Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale, conformément à la résolution 73/27 de l'Assemblée, et celle du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les moyens de favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale. En outre, le programme de formation en ligne sur la cyberdiplomatie a été bien accueilli et compte environ 1 000 participants soit fonctionnaires soit issus de la société civile ou des universités et d'autres parties prenantes.

Exécution du programme en 2019, par rapport à l'un des résultats escomptés

- 4.70 L'un des résultats escomptés pour 2019, à savoir garantir un accès rapide des utilisateurs à des informations factuelles et objectives sur divers aspects du désarmement communiquées sur papier ou par des moyens électroniques (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, ainsi que l'atteste la publication de neuf documents d'information portant sur le désarmement qui ont été mis à la disposition des utilisateurs dans les délais prescrits sur papier et en version électronique. On peut citer pour exemple l'*Annuaire des Nations Unies sur le désarmement* (dans son quarante-troisième volume depuis 1976), la série d'Études thématiques, qui en 2019 comprenait les documents suivants : *United Nations Efforts to Reduce Military Expenditures: A Historical Overview* et *The Anti-Personnel Mine Ban Convention: Twenty Years of Saving Lives and Preventing Indiscriminate Harm*, ainsi que d'autres publications techniques et de fond, à savoir *Hypersonic weapons: a challenge and opportunity for strategic arms control* et les Directives techniques internationales sur les munitions visant à promouvoir une gestion sûre et sécurisée des munitions publiées dans le cadre du programme de gestion des connaissances SaferGuard. Citons en outre les 188 articles Coup de projecteur du site Web du Bureau des affaires de désarmement, qui fournit des mises à jour quotidiennes sur les questions les plus récentes liées au désarmement et à la maîtrise des armements intéressant l'ONU. Ce nombre a dépassé l'objectif fixé pour 2018-2019.

Exécution du programme en 2019 : donner des moyens d’agir aux générations futures

- 4.71 Le sous-programme a lancé un certain nombre de modules d’apprentissage en ligne sur une variété de sujets de fond relevant du programme. Ceux-ci ont permis aux fonctionnaires des États Membres et au public intéressé de suivre une formation en ligne à leur propre rythme.
- 4.72 En 2019, un module en ligne sur la cyberdiplomatie (cours audiovisuel interactif) a été conçu à l’intention des jeunes diplomates, des étudiants, des chercheurs et d’autres parties intéressées, dans lequel étaient explorés les menaces existantes et émergentes, le droit international et les normes en matière de technologies de l’information et des communications ; des règles et principes et des mesures de renforcement des capacités ; ainsi que la coopération et l’assistance internationales. En outre, des modules d’apprentissage en ligne sur la mise en œuvre de la résolution [1540 \(2004\)](#) du Conseil de sécurité et une introduction au désarmement ont été mis à disposition sur la plateforme en ligne, cette dernière donnant un aperçu des mécanismes et processus de désarmement et présentant les principaux objectifs de l’action menée par l’ONU pour soutenir le désarmement multilatéral. Les modules d’apprentissage en ligne sont des outils en ligne qui permettent de s’adapter au rythme de chacun et d’autres activités de formation en présentiel ont également été organisées.
- 4.73 Le sous-programme a également lancé l’initiative « Youth4Disarmament », au titre de laquelle des activités associant des jeunes ont été organisées. Cette initiative vise à mettre en contact des jeunes de diverses origines géographiques avec des experts afin qu’ils puissent être informés des défis actuels en matière de sécurité internationale, des travaux menés par l’ONU et de la manière dont ils peuvent se mobiliser. En 2019, le sous-programme a lancé trois activités axées sur les jeunes, en coopération avec les États Membres, la société civile, les universités et d’autres parties prenantes. Le programme a été lancé le jour de la célébration de la Journée internationale de la jeunesse et a rassemblé au siège de l’ONU des jeunes intéressés par le sujet. Lors de la première manifestation, les participants ont pris part à des débats menés par des experts sur les incidences de l’intelligence artificielle sur la paix et la sécurité internationales. S’en est suivie une manifestation intitulée « Des champions de la jeunesse pour assurer notre avenir commun », qui a coïncidé avec les séances de la Première Commission. Soixante-quinze jeunes participants âgés de 18 à 30 ans, dont la moitié était des femmes, ont fait équipe avec des fonctionnaires des Nations Unies, des diplomates et des représentants de réseaux de la société civile. La troisième manifestation, « Un désarmement qui sauve des vies », était axée sur la sensibilisation à la manière dont le désarmement et la maîtrise des armements peuvent contribuer à sauver des vies et à atteindre les objectifs de développement durable.
- 4.74 Les initiatives susmentionnées ont aidé les États Membres à progresser vers la réalisation des objectifs de développement durable 4 (Éducation de qualité), 5 (Égalité entre les sexes) et 16 (Paix, justice et institutions efficaces).

Progrès accomplis dans la réalisation de l’objectif et mesure des résultats

- 4.75 Ces activités ont permis de mieux faire comprendre et connaître aux États Membres et au public les questions relatives au désarmement, à la non-prolifération et à la maîtrise des armements comme en témoigne l’adoption, lors de la soixante-quatorzième session de l’Assemblée générale, de la toute première résolution sur la jeunesse, le désarmement et la non-prolifération (résolution [74/64](#)).

Tableau 4.13
Mesure des résultats

2015	2016	2017	2018	2019
s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	Adoption de la toute première résolution sur la jeunesse, le désarmement et la non-prolifération, lors de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale

Abréviation : s.o. = sans objet.

Résultats escomptés pour 2021

Résultat 1 : promouvoir l'ouverture des débats sur les défis posés par le numérique et la cybersécurité et accroître la sensibilisation à cette question (résultat déjà défini pour 2020)

- 4.76 Les travaux portant sur la mobilisation de multiples acteurs se poursuivront en ce qui concerne le numérique et la cybersécurité, conformément au mandat qui a été défini, et les pays et les organismes intergouvernementaux concernés bénéficieront d'une aide pour être mieux sensibilisés et pour améliorer leur prise de décision sur les sujets liés aux technologies de l'information et des communications et à la cybersécurité, comme devrait le montrer la mesure des résultats ci-après qui a été fixée pour 2021. Une mesure supplétive est utilisée pour 2020 car, dans sa résolution [74/251](#), l'Assemblée générale a approuvé un texte explicatif pour les sous-programmes qui ne porte que sur les objectifs qu'elle a approuvés dans sa résolution [71/6](#) et sur les produits retenus pour 2020.

Tableau 4.14
Mesure des résultats

2017	2018	2019	2020	2021
s.o.	Sensibilisation aux problèmes de sécurité internationale ayant trait au numérique et à la cybersécurité	Collaboration sur diverses questions ayant trait au numérique et à la cybersécurité entre, d'une part, le Groupe d'experts gouvernementaux et les États Membres et, d'autre part, des organisations régionales, des organisations non gouvernementales et des acteurs du secteur privé et des milieux universitaires	Mobilisation de tous les États et renforcement des débats multilatéraux consacrés aux questions relatives au numérique et à la cybersécurité, tant dans le cadre des activités du Groupe d'experts gouvernementaux que de celles du Groupe de travail à composition non limitée	Mobilisation des États sur le renforcement des capacités et renforcement des débats multilatéraux des États sur les questions relatives au numérique et à la cybersécurité, notamment lors de la session de clôture du Groupe d'experts gouvernementaux

Abréviation : s.o. = sans objet.

Résultat 2 : établir des passerelles permettant aux jeunes de participer aux débats et aux activités sur le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements (nouveau résultat)

- 4.77 Le monde d'aujourd'hui abrite la plus grande génération de jeunes de l'histoire : 1,8 milliard de personnes, dont 90 % vivent dans les pays en développement. La sensibilisation de la jeunesse est une priorité transversale au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les jeunes du monde entier ont un rôle essentiel à jouer dans la sensibilisation et l'élaboration de nouvelles stratégies visant à réduire les menaces que représentent les armes de destruction massive et les armes conventionnelles, y compris leur prolifération. Les États Membres ont reconnu qu'il importait que les jeunes femmes et les jeunes hommes, sans exclusive, soient véritablement associés aux débats et aux activités qui touchent le domaine du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements en adoptant, lors de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale, une nouvelle résolution sur les jeunes, le désarmement et la non-prolifération (résolution 74/64).
- 4.78 En 2021, le sous-programme élargira et renforcera l'initiative « Youth4Disarmement ». Dans ce cadre, davantage d'activités de sensibilisation seront organisées et celles-ci permettront de renforcer la mobilisation des jeunes du monde entier dans le domaine du désarmement. En outre, l'initiative mettra à disposition une plateforme Web donnant accès à des outils, des informations et des réseaux relatifs au désarmement, à la non-prolifération et à la maîtrise des armements. Afin de promouvoir la durabilité de l'initiative, le sous-programme déploiera de solides efforts de collecte de fonds.
- 4.79 Le sous-programme développera également ses activités d'information et de sensibilisation auprès des jeunes femmes et des jeunes hommes au moyen d'ateliers, des médias sociaux, de podcasts, de tables rondes, de projections de films, de concours et d'autres activités analogues.

Situation interne et réponse

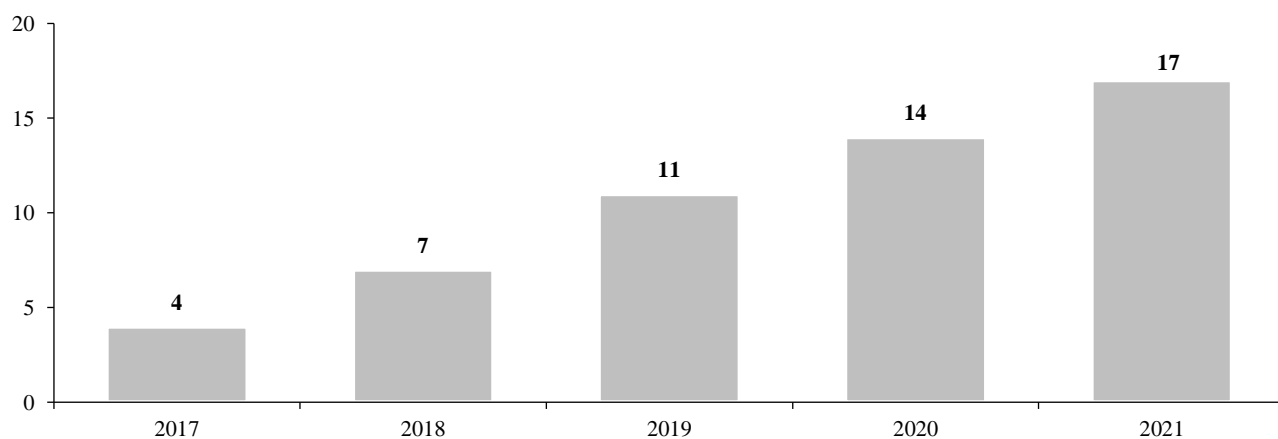
- 4.80 Pour le sous-programme, la situation était la suivante : il s'agissait d'établir des relations de collaboration avec des acteurs non traditionnels (groupes de jeunes et ONG dont les travaux sont consacrés aux jeunes), dont beaucoup sont conscients des changements climatiques et des inégalités économiques mais ne sont pas informés des dangers que représentent les armes de destruction massive et les utilisations militaires potentielles des nouvelles technologies. En réponse, le sous-programme élaborera une stratégie de sensibilisation pour favoriser de véritables partenariats et explorer les possibilités de resserrer la collaboration avec des entités des Nations Unies, ainsi qu'avec des acteurs extérieurs (organisations de la société civile, secteur privé, universités et autres parties prenantes concernées) afin d'établir des contacts durables auprès de cet important segment de la population. Le sous-programme utilisera progressivement les médias sociaux pour diffuser plus largement ses messages et créera une plateforme Web dédiée à Youth4Disarmement.

Progrès escomptés en ce qui concerne la réalisation de l'objectif et mesure des résultats

- 4.81 Le travail qui sera effectué devrait contribuer à mieux faire comprendre et connaître aux États Membres et au public les questions relatives au désarmement, à la non-prolifération et à la maîtrise des armements, comme devrait le démontrer les travaux de 17 partenaires de la jeunesse faisant partie d'un réseau d'ONG en plein essor, qui consistent en la tenue de débats et l'organisation d'activités associant la jeunesse, l'objectif étant de faire progresser le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements.

Figure 4.II

Mesure des résultats : nombre total de partenaires de la jeunesse, 2017-2021



Textes des organes délibérants définissant les mandats

4.82 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le sous-programme.

Résolutions de l'Assemblée générale

47/53 D	Campagne mondiale pour le désarmement	74/35	Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement
54/418	Conseil consultatif pour les questions de désarmement		
73/27	Progrès de l'informatique et des télécommunications et sécurité internationale	74/52	Respect des normes environnementales dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements
73/59	Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération	74/55	Promotion du multilatéralisme dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération
73/79	Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement	74/56	Convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement
73/266	Favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale	74/64	Jeunes, désarmement et non-prolifération

Produits

4.83 On trouvera dans le tableau 4.15 les produits retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 4.15

Sous-programme 4 : produits retenus pour la période 2019-2021, par catégorie et sous-catégorie

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2019</i>	<i>Produits livrés : 2019</i>	<i>Produits prévus : 2020</i>	<i>Produits prévus : 2021</i>
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	32	27	40	17
1. Rapports du Secrétaire général, transmettant les vues des États membres à l'Assemblée générale sur : les normes environnementales dans le contexte du désarmement et de la maîtrise des armements ; la promotion du multilatéralisme ; l'Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération ; le Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement ; le rôle de la science et de la technique ; la manière de favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace ; les progrès de l'informatique et des télécommunications et la sécurité internationale	20	17	28	6
2. Rapport du Secrétaire général sur les travaux du Conseil consultatif pour les questions de désarmement (y compris la documentation d'avant session, de session et d'après session)	12	10	12	10
3. Rapport du Secrétaire général sur les travaux du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les moyens de favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale	—	—	—	1
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	42	43	54	26
4. Réunions du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	14	12	14	12
5. Réunion du Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale	14	19	20	—
6. Réunions du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les moyens de favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale	14	12	20	14
B. Création et transfert de connaissances				
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	1	1	1	1
7. Formation des enseignants en matière de désarmement et de non-prolifération	1	1	1	1
Publications (nombre de publications)	8	9	8	8
8. Publications sur le désarmement, y compris l' <i>Annuaire des Nations Unies sur le désarmement</i> , études thématiques et autres publications périodiques ou non périodiques	8	9	8	8
C. Activités de fond				
Bases de données et supports numériques : base de données concernant l'état des accords sur le désarmement et la réglementation des armements, bibliothèque de référence sur le désarmement, bibliothèque de documents électroniques et centre de stockage en ligne des publications du Bureau des affaires de désarmement.				

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2019	Produits livrés : 2019	Produits prévus : 2020	Produits prévus : 2021
-----------------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------	---------------------------

D. Activités de communication

Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : dépliants, brochures, kits publicitaires, guides, affiches, fiches d'information sur le désarmement ; activités relatives au désarmement menées par le Messenger de la paix ; organisation de la participation des organisations non gouvernementales aux conférences sur le désarmement multilatéral et à des manifestations spéciales ; séminaires destinés à des utilisateurs extérieurs : colloques et groupes de discussions sur les questions de désarmement, en particulier l'éducation concernant le désarmement et la non-prolifération ; séances d'information pour les groupes de visiteurs ou à l'extérieur ; séance de sensibilisation en matière de désarmement et de non-prolifération et formation du personnel enseignant ; ressources audiovisuelles, y compris des films, des manifestations et expositions sur le désarmement et la non-prolifération.

Relations extérieures et relations avec les médias : articles d'opinion publiés dans des revues internationales, nationales et thématiques.

Plateformes numériques et contenus multimédias : site Web du Bureau des affaires de désarmement ; site Web sur l'éducation au désarmement ; site Web de l'initiative du Secrétaire général intitulée « Assurer notre avenir commun : un programme de désarmement » ; version en ligne du bulletin d'information du Bureau des affaires de désarmement ; et la plateforme Web Youth4Disarmament.

Sous-programme 5 Désarmement régional

Objectif

- 4.84 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de faire progresser les initiatives et les efforts régionaux de désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des armements, ainsi que la bonne application des traités et autres instruments mondiaux et régionaux de désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des armements, ainsi que de renforcer les partenariats avec les organisations régionales.

Stratégie

- 4.85 Afin de contribuer à faire progresser les initiatives et les efforts régionaux de désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des armements, ainsi que la bonne application des traités et autres instruments mondiaux et régionaux de désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des armements, le sous-programme fournira une formation technique et juridique, renforcera des capacités et encouragera l'application par les États Membres des traités, normes et directives internationales pertinents. Le travail qui sera effectué devrait contribuer à accroître le nombre d'adhésion aux instruments de désarmement et à renforcer la sécurité physique et la gestion des stocks d'armes et de munitions, ce qui permettra de réduire les armes légères et de petit calibre illicites et de renforcer la paix et la sécurité régionales. Parmi les résultats déjà obtenus, citons le renforcement des capacités techniques et juridiques du personnel gouvernemental et des autres membres du personnel du secteur de la sécurité dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Il s'agissait notamment de former les responsables de l'application des lois à l'utilisation de la technique des rayons X pour empêcher le détournement d'armes ; former le personnel judiciaire aux normes internationales en matière d'enquêtes et de poursuites dans les affaires liées aux armes à feu illicites ; former le personnel du secteur de la sécurité aux normes internationales pertinentes en matière de sécurité physique et de gestion des stocks.
- 4.86 Pour contribuer au renforcement des partenariats avec les organisations régionales, le sous-programme coopérera avec les organisations régionales et sous-régionales, telles que l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et d'autres arrangements dans le domaine du désarmement et de la sécurité, en faisant fond sur les synergies existantes et en évitant les doubles emplois avec l'action que mènent déjà ces organisations. Le

travail qui sera effectué devrait avoir le résultat suivant : un renforcement des mesures de confiance entre les États membres de ces entités et d'autres entités régionales. Parmi les résultats déjà obtenus, citons le renforcement de la sécurité physique et de la gestion des stocks dans six États de la région du Sahel, en coopération avec l'Union africaine, la CEDEAO et le Centre régional sur les armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les États limitrophes de 2015 à 2018. En outre, les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) ont bénéficié d'une aide afin d'appliquer comme il faut la Convention de l'Afrique centrale pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et de toutes pièces et composantes pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage. Cela a été réalisé en partenariat avec la CEEAC et le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale.

Exécution du programme en 2019, par rapport à l'un des résultats escomptés

- 4.87 L'un des résultats escomptés pour 2019, à savoir le renforcement de la coopération entre le Bureau des affaires de désarmement, d'une part, et les États, les organisations internationales, régionales et sous-régionales, les institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres entités, d'autre part, dans chaque région et sous-région, dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération sous tous ses aspects et de la paix et la sécurité régionales et internationales (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, ainsi que l'atteste l'augmentation (de 33 %) de l'assistance fournie aux États Membres et aux organisations régionales et sous-régionales qui en avaient fait la demande. L'objectif de 12 % pour l'exercice biennal avait déjà été atteint en 2018, et au cours de l'année 2019, plus de 40 demandes d'assistance avaient été enregistrées. Dans le cadre de l'assistance, il était notamment prévu de promouvoir l'universalisation des instruments de désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des armements, de renforcer les capacités techniques, de fournir une assistance législative et juridique, de procéder à la construction et la réhabilitation des arsenaux, d'entreprendre la destruction et le marquage des armes et de maîtriser les armements dans le secteur privé.

Exécution du programme en 2019 : renforcement des plans d'action nationaux sur la maîtrise des armes légères

- 4.88 Le sous-programme a permis de dispenser une formation concertée aux fonctionnaires de six États d'Asie du Sud-Est. L'objectif du programme d'apprentissage de haut niveau était de soutenir ces États dans leurs efforts pour lutter contre le détournement et le trafic des armes légères et de petit calibre. En privilégiant le renforcement des capacités, le programme a fourni une assistance ciblée pour l'élaboration et l'amélioration des plans d'action nationaux relatifs à la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects. Dans le cadre du sous-programme, ces mêmes États partenaires ont bénéficié d'une formation et de conseils pratiques sur les mesures de contrôle des armes de petit calibre grâce au Recueil de modules sur le contrôle des armes légères. Ce dernier est le fruit d'une décennie de travail coordonné au sein du système des Nations Unies et comprend des éléments transversaux, par exemple sur la dimension de genre. Les modules du Recueil sont utilisés dans plus de la moitié des États Membres, ce qui aide les autorités du monde entier à améliorer leurs mesures de contrôle des armes de petit calibre. Les États ont été encouragés à soumettre des rapports nationaux au Programme d'action. Les activités de formation de fond et de formation technique susmentionnées ont permis aux États Membres de progresser vers la réalisation des objectifs de développement durable 5 (Égalité entre les sexes) et 16 (Paix, justice et institutions efficaces).

Progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif et mesure des résultats

- 4.89 Le travail effectué a permis de faire progresser les initiatives et les efforts régionaux de désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des armements, ainsi que la bonne application des traités et autres instruments mondiaux et régionaux de désarmement, de non-prolifération et de

maîtrise des armements, comme le montre l'application des normes internationales en matière de mesures de contrôle des armes légères.

Tableau 4.16
Mesure des résultats

2015	2016	2017	2018	2019
S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	Application des normes internationales en matière de mesures de contrôle des armes légères

Abréviation : s.o. = sans objet.

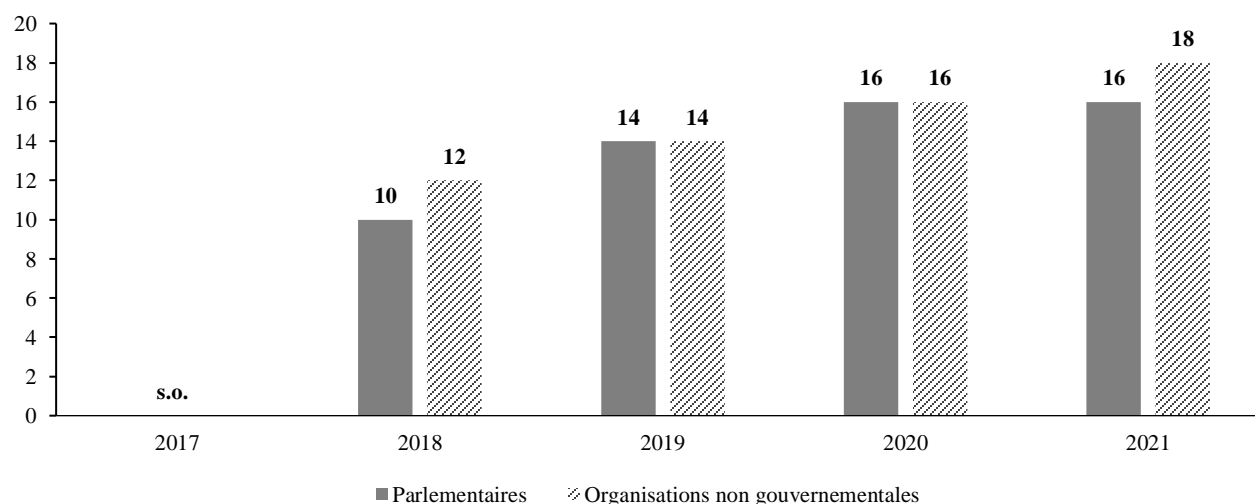
Résultats escomptés pour 2021

Résultat 1 : la violence armée, le trafic d'armes de petit calibre et le point de vue des femmes dans la région de l'Asie et du Pacifique (résultat déjà défini pour 2020)

- 4.90 Les travaux relatifs à l'appui fourni pour faire progresser les initiatives et les efforts régionaux de désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des armements et à la facilitation du dialogue national entre les décideurs politiques et les organisations de la société civile dans le contexte des efforts de lutte contre le trafic d'armes légères et de petit calibre se poursuivront, comme devrait le montrer la mesure des résultats ci-après qui a été fixée pour 2021. Une mesure supplétive est utilisée pour 2020 car, dans sa résolution 74/251, l'Assemblée générale a approuvé un texte explicatif pour les sous-programmes qui ne porte que sur les objectifs qu'elle a approuvés dans sa résolution 71/6 et sur les produits retenus pour 2020.

Figure 4.III

Mesure des résultats : nombre de pays dans lesquels des membres du Parlement et des organisations non gouvernementales prennent part aux ateliers organisés dans le cadre du programme pluriannuel, 2017-2021



Abréviation : s.o. = sans objet.

Résultat 2 : renforcement de la capacité à prévenir et à combattre les armes et munitions illicites (nouveau résultat)

- 4.91 Des études ont montré qu'en moyenne, une personne décède de mort violente par arme à feu toutes les 15 minutes quelque part dans le monde. La très grande disponibilité des armes légères et de petit calibre et de leurs munitions est un facteur clef de la violence armée et des conflits. Le nombre élevé d'armes et de munitions en circulation engendre l'insécurité et la violence fondée sur le genre, fait du tort aux civils, facilite les violations des droits de l'homme et entrave l'action humanitaire. La violence armée commise avec des armes de petit calibre déchire les communautés, entrave la fourniture de soins de santé et la prestation d'autres services sociaux à un prix abordable et freine l'investissement économique. Les armes de petit calibre sont utilisées pour défier l'État et les autorités locales, y compris pour saper l'état de droit et les opérations électorales. Ce type d'armes est aussi principalement utilisé dans les actes de violence sexuelle et de violence fondée sur le genre. En raison des conflits prolongés qu'ils ne parviennent pas à résoudre, les États doivent lutter contre les armes et les munitions illicites et renforcer la manière dont ils les gèrent.
- 4.92 Le sous-programme soutiendra les États Membres qui en font la demande dans l'action qu'ils mènent pour prévenir et combattre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre et des munitions. En 2019, dans le cadre de l'un de ses projets, le sous-programme a aidé six pays de la région du Sahel à renforcer leur sécurité physique et la gestion de leurs stocks d'armes et de munitions, notamment par la construction et le réaménagement de 26 dépôts d'armes et la destruction de 5 870 armes légères et de petit calibre illicites, ainsi que par la formation du personnel concerné. Sur la base de ces résultats positifs, il est envisagé de lancer un projet analogue à l'intention de 12 États Membres voisins. Ces activités contribuent directement à la réalisation de l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons, en particulier le Plan directeur de l'Union africaine sur les mesures concrètes à prendre pour faire taire les armes en Afrique d'ici à 2020. En outre, dans le cadre de ce projet, les femmes seront incitées à prendre part aux activités et aux décisions liées au contrôle des armements dans les États bénéficiaires, ainsi qu'à la collecte de données ventilées par sexe et par âge, le cas échéant. En outre, des réunions de coordination seront organisées, si nécessaire, et d'autres organisations régionales recevront, si elles en font la demande, une assistance pour les questions de fond et d'ordre juridique. Cela permettra également de soutenir les États Membres dans leurs progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable 5 (Égalité entre les sexes), 11 (Villes et communautés durables) et 16 (Paix, justice et institutions efficaces).

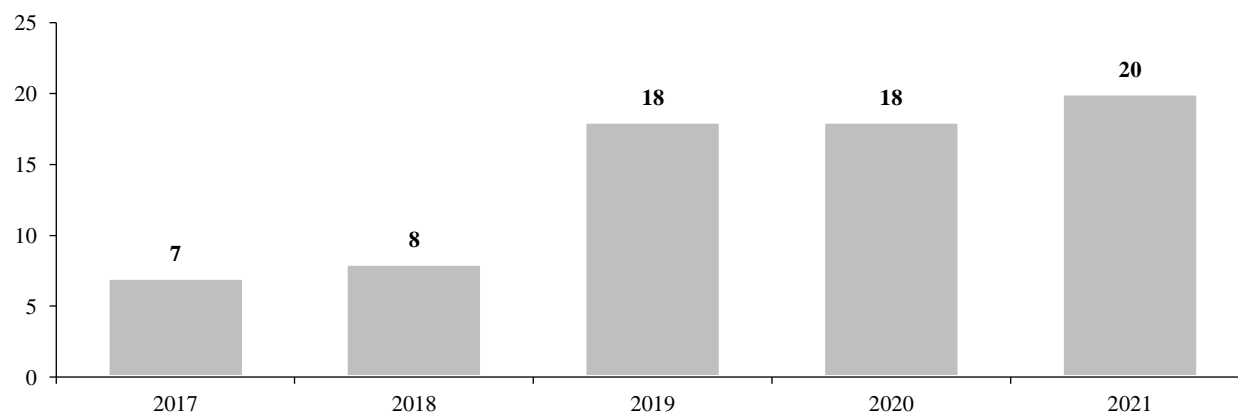
Situation interne et réponse

- 4.93 Pour le sous-programme, la situation était la suivante : il s'agissait de mobiliser d'autres entités entreprenant des activités connexes dans la même région dès le début du projet et de se coordonner avec elles. Si elles sont associées au plus tôt, les entités partenaires peuvent apporter leur contribution à la conception et à la planification des activités du projet, tout en préservant l'avantage comparatif qu'elles présentent, en renforçant les synergies et les complémentarités et en évitant les doubles emplois. En conséquence, le sous-programme collaborera avec les organisations régionales et sous-régionales dès la phase de lancement d'un projet afin de participer à la conception et au développement.

Progrès escomptés en ce qui concerne la réalisation de l'objectif et mesure des résultats

- 4.94 Le travail qui sera effectué devrait permettre de faire progresser les initiatives et les efforts régionaux de désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des armements, ainsi que la bonne application des traités et autres instruments mondiaux et régionaux de désarmement, de non-prolifération et de maîtrise des armements, comme devrait le démontrer la construction et le réaménagement de 20 dépôts d'armes et de munitions, conformément aux normes internationales.

Figure 4.IV

Mesure des résultats : construction et réaménagement de dépôts d'armes et de munitions, 2017-2021**Textes des organes délibérants définissant les mandats**

4.95 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le sous-programme.

Résolutions et décisions de l'Assemblée générale

73/511	Maintien de la sécurité internationale – relations de bon voisinage, stabilité et développement en Europe du Sud-Est	74/70	Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement
74/25	Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix	74/71	Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique
74/37	Désarmement régional	74/72	Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes
74/38	Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional	74/77	Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée
74/39	Adoption de mesures de confiance à l'échelon régional et sous régional		
74/69	Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique		

Produits

4.96 On trouvera dans le tableau 4.17 les produits retenus pour la période 2019-2021, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 4.17

Sous-programme 5 : produits retenus pour la période 2019-2021, par catégorie et sous-catégorie

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2019</i>	<i>Produits livrés : 2019</i>	<i>Produits prévus : 2020</i>	<i>Produits prévus : 2021</i>
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	5	5	5	5
1. Rapports du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur les centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement ; le renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée ; l'adoption de mesures de confiance à l'échelon régional et sous régional	5	5	5	5
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	1	1	1	1
2. Séances de la Première Commission	1	1	1	1
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	25	19	25	25
3. Projets sur la maîtrise efficace des armes de petit calibre, y compris la sécurité physique et la gestion des stocks	15	10	15	15
4. Projets relatifs à la mise en œuvre de la résolution 65/69 de l'Assemblée générale sur les femmes, le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements	6	4	6	6
5. Projets sur l'éducation à la paix et au désarmement, y compris des projets ciblant la jeunesse, axés sur les objectifs de développement durable	4	5	4	4
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	84	84	84	84
6. Séminaires, ateliers et séances de formation et de renforcement des capacités sur les armes légères et de petit calibre	50	50	50	50
7. Séminaires, ateliers et séances de formation et de renforcement des capacités sur la non-prolifération des armes de destruction massive et la mise en œuvre et l'universalisation des instruments de non-prolifération et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité	30	30	30	30
8. Conférences internationales sur les questions de désarmement, non-prolifération et maîtrise des armements	4	4	4	4
Publications (nombre de publications)	2	2	2	2
9. Publications de fond ou manuels sur les questions de désarmement, non-prolifération et maîtrise des armements	2	2	2	2
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : consultations avec les États Membres, les organisations régionales et sous-régionales et les organisations de la société civile et conseils fournis à ces derniers.				
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : bulletins d'information et brochures.				
Plateformes numériques et contenus multimédias : mise à jour et maintenance des sites Web et des comptes sur les médias sociaux.				

B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2021

Vue d'ensemble

4.97 On trouvera dans les tableaux 4.18 à 4.20 des informations sur les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 et, selon le cas, sur les changements dont il est tenu compte.

Tableau 4.18

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	Actualisation des coûts	2021 (prévisions après actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage			
Postes	9 620,0	9 529,3	—	—	—	—	—	9 529,3	250,4	9 779,7
Autres dépenses de personnel	447,6	252,9	—	—	—	—	—	252,9	4,2	257,1
Dépenses de représentation	—	4,8	—	—	—	—	—	4,8	0,1	4,9
Experts	1 297,4	1 590,6	(1 005,8)	236,0		(769,8)	(48,4)	820,8	14,2	835,0
Consultants	79,3	146,0	(45,1)	25,0	—	(20,1)	(13,8)	125,9	2,1	128,0
Voyages des représentants	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voyages du personnel	267,7	212,6	—	—	—	—	—	212,6	4,0	216,6
Services contractuels	131,7	127,8	—	—	—	—	—	127,8	2,2	130,0
Frais généraux de fonctionnement	202,8	279,3	—	—	—	—	—	279,3	4,6	283,9
Fournitures et accessoires	2,2	12,1	—	—	—	—	—	12,1	0,1	12,2
Mobilier et matériel	32,9	93,5	—	—	—	—	—	93,5	1,5	95,0
Bourses, subventions et contributions	401,1	996,1	—	—	—	—	—	996,1	17,5	1 013,6
Total	12 482,8	13 245,0	(1 050,9)	261,0	—	(789,9)	(6,0)	12 455,1	300,9	12 756,0

Tableau 4.19

Changements relatifs aux postes^a

	Nombre	Classe
Effectif approuvé pour 2020	62	1 SGA, 2 D-2, 4 D-1, 13 P-5, 8 P-4, 8 P-3, 4 P-2/1, 4 G(1°C), 14 G(AC), 4 AL
Effectif proposé pour 2021	62	1 SGA, 2 D-2, 4 D-1, 13 P-5, 8 P-4, 8 P-3, 4 P-2/1, 4 G(1°C), 14 G(AC), 4 AL

^a Aucun changement n'est proposé pour 2021.

Note : Les abréviations suivantes sont utilisées dans les tableaux et figures : AL = agent(e) local(e) ; G(1°C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e).

Tableau 4.20
Postes^a

Catégorie	Effectif approuvé pour 2020	Changements			Total	Effectif proposé pour 2021
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements		
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur						
SGA	1	—	—	—	—	1
D-2	2	—	—	—	—	2
D-1	4	—	—	—	—	4
P-5	13	—	—	—	—	13
P-4	8	—	—	—	—	8
P-3	8	—	—	—	—	8
P-2/1	4	—	—	—	—	4
Total partiel	40	—	—	—	—	40
Agents des services généraux						
1 ^{re} classe	4	—	—	—	—	4
Autres classes	14	—	—	—	—	14
Total partiel	18	—	—	—	—	18
Autres catégories de personnel						
Agents locaux	4	—	—	—	—	4
Total partiel	4	—	—	—	—	4
Total	62	—	—	—	—	62

^a Y compris deux postes temporaires (1 D-1 et 1 P-3).

4.98 On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans les tableaux 4.21 à 4.23 et dans la figure 4.V.

4.99 Globalement, les ressources demandées pour 2021 s'élèvent à 12 455 100 dollars, avant actualisation des coûts, soit une diminution nette de 789 900 dollars (6,0 %) par rapport aux crédits ouverts pour 2020. La variation des ressources demandées découle des deux facteurs suivants : a) des ajustements techniques se rapportant au non-renouvellement de crédits prévus pour 2020 ; b) des mandats nouveaux ou élargis relatifs à un examen plus poussé des questions de vérification du désarmement nucléaire, comme demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 74/50. Les ressources demandées permettent de financer l'exécution intégrale, efficace et rationnelle des mandats.

Tableau 4.21

Évolution des ressources financières, par composante et sous-programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	Actualisation des coûts	2021 (prévisions après actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage			
A. Organes directeurs	0,5	10,7	—	—	—	—	—	10,7	0,2	10,9
B. Direction exécutive et administration	2 555,8	2 341,5	—	—	—	—	—	2 341,5	69,1	2 410,6
C. Programme de travail										
1. Négociations et délibérations multilatérales sur le désarmement et la limitation des armements	2 742,7	2 394,1	—	261,0	—	261,0	10,90	2 655,1	54,4	2 709,5
2. Armes de destruction massive	1 325,4	1 614,8	—	—	—	—	—	1 614,8	48,4	1 663,2
3. Armes classiques	1 743,3	1 900,3	(815,6)	—	—	(815,6)	(42,9)	1 084,7	31,0	1 115,7
4. Information et sensibilisation	1 593,7	1 762,3	(235,3)	—	—	(235,3)	(13,4)	1 527,0	37,1	1 564,1
5. Désarmement régional	1 722,2	2 579,4	—	—	—	—	—	2 579,4	46,1	2 625,5
Total partiel (C)	9 127,4	10 250,9	(1 050,9)	261,0	—	(789,9)	(7,7)	9 461,0	217,0	9 678,0
D. Appui au programme	799,1	641,9	—	—	—	—	—	641,9	14,6	656,5
Total partiel (1)	12 482,8	13 245,0	(1 050,9)	261,0	—	(789,9)	(6,0)	12 455,1	300,9	12 756,0

2) *Ressources extrabudgétaires*

	2019 (dépenses effectives)	2020 (estimations)	2021 (prévisions)
A. Organes directeurs	—	—	—
B. Direction exécutive et administration	—	—	—
C. Programme de travail			
1. Négociations et délibérations multilatérales sur le désarmement et la limitation des armements	4 236,9	4 903,3	4 713,6
2. Armes de destruction massive	3 578,1	3 236,4	3 365,0
3. Armes classiques	3 713,1	3 457,3	3 224,1

Titre II Affaires politiques

	2019 (dépenses effectives)	2020 (estimations)	2021 (prévisions)
4. Information et sensibilisation	196,7	196,7	196,7
5. Désarmement régional	2 752,0	2 944,2	2 944,2
Total partiel (C)	14 476,8	14 737,9	14 443,6
D. Appui au programme	262,6	262,6	262,6
Total partiel (2)	14 739,4	15 000,5	14 706,2
Total	27 222,2	28 245,5	27 462,2

Tableau 4.22

Évolution des postes, par composante et sous-programme

 1) *Budget ordinaire*

Catégorie	Changements				Total	Effectif proposé pour 2021
	Effectif approuvé pour 2020	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements		
A. Organes directeurs	—	—	—	—	—	—
B. Direction exécutive et administration	13	—	—	—	—	13
C. Programme de travail						
1. Négociations et délibérations multilatérales sur le désarmement et la limitation des armements	8	—	—	—	—	8
2. Armes de destruction massive	8	—	—	—	—	8
3. Armes classiques	6	—	—	—	—	6
4. Information et sensibilisation	8	—	—	—	—	8
5. Désarmement régional	16	—	—	—	—	16
Total partiel (C)	46	—	—	—	—	46
D. Appui au programme	3	—	—	—	—	3
Total partiel (1)	62	—	—	—	—	62

 2) *Ressources extrabudgétaires*

	2020 (estimations)	2021 (prévisions)
A. Organes directeurs	—	—
B. Direction exécutive et administration	—	—
C. Programme de travail		
1. Négociations et délibérations multilatérales sur le désarmement et la limitation des armements	7	7
2. Armes de destruction massive	3	1

Chapitre 4 Désarmement

	2020 (estimations)	2021 (prévisions)
3. Armes classiques	3	2
4. Information et sensibilisation	—	—
5. Désarmement régional	11	11
Total partiel (C)	24	21
D. Appui au programme	—	—
Total partiel (2)	24	21
Total	86	83

Tableau 4.23

Évolution des ressources financières et des postes, par catégorie

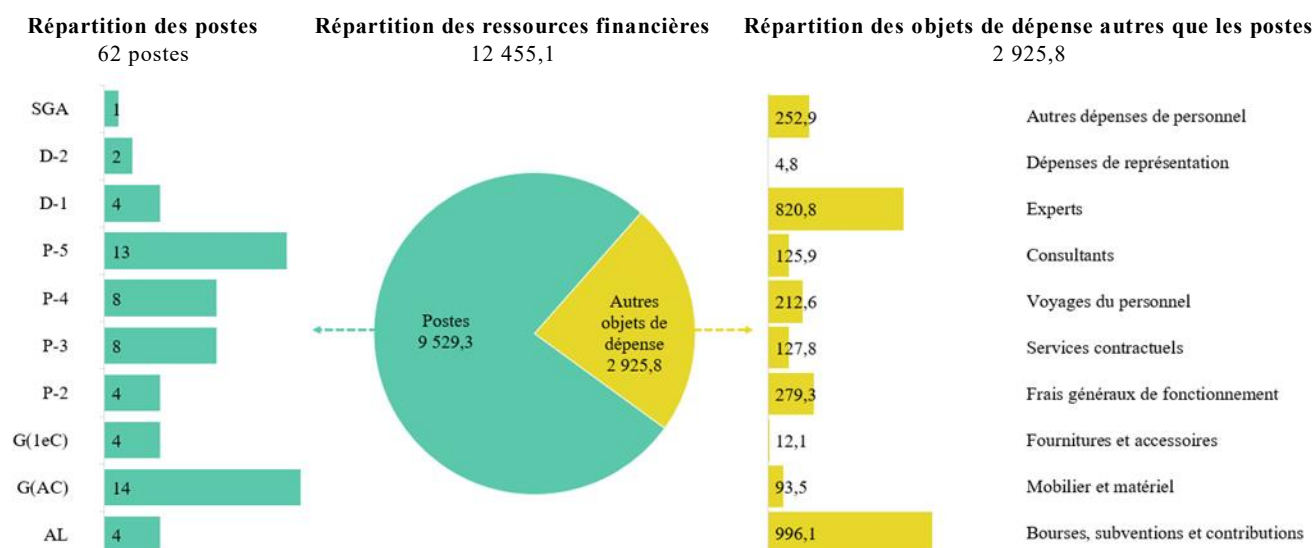
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	9 620,0	9 529,3	—	—	—	—	—	9 529,3
Autres objets de dépense	2 862,8	3 715,7	(1 050,9)	261,0	—	(789,9)	21,3	2 925,8
Total	12 482,8	13 245,0	(1 050,9)	261,0	—	(789,9)	(6,0)	12 455,1
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		40	—	—	—	—	—	40
Agents des services généraux et des catégories apparentées		22	—	—	—	—	—	22
Total		62	—	—	—	—	—	62

Figure 4.V

Répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

**Analyse des variations par composante et sous-programme****Récapitulatif des changements relatifs aux ressources****Ajustements techniques**

4.100 Comme le montre le tableau 4.21 1), les changements entraînent une diminution de 1 050 900 dollars au titre des sous-programmes 3 et 4, qui s'explique comme suit :

- sous-programme 3 (Armes classiques).** La diminution de 815 600 dollars au titre des experts tient au non-renouvellement de crédits qui se répartissent entre : i) un groupe d'experts gouvernementaux chargé en 2020 d'examiner les problèmes découlant de l'accumulation de stocks de munitions classiques en surplus, comme demandé par l'Assemblée générale dans sa résolution [72/55](#) (609 700 dollars) ; ii) des experts chargés de soutenir les travaux sur le Registre des armes classiques (205 900 dollars) ;
- sous-programme 4 (Information et sensibilisation).** La diminution de 235 300 dollars au titre des experts (190 200 dollars) et des consultants (45 100 dollars) tient au non-renouvellement de crédits prévus pour 2020, en application des résolutions [73/27](#) et [73/266](#) de l'Assemblée, et qui ont trait aux progrès de l'informatique et des télécommunications et aux moyens de favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale.

Nouveaux mandats et mandats élargis

4.101 Comme le montre le tableau 4.21 1), les changements entraînent une augmentation de 261 000 dollars au titre de la rubrique Experts du sous-programme 1 (Négociations et délibérations multilatérales sur le désarmement et la limitation des armements), qui s'explique par des besoins supplémentaires découlant de la résolution [74/50](#) de l'Assemblée générale et liés à la création en 2020 d'un groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner plus avant les questions de vérification du désarmement nucléaire, y compris, entre autres, la possibilité de créer un groupe d'experts scientifiques et techniques, sur la base du rapport du Groupe d'experts gouvernementaux des questions de vérification du désarmement nucléaire et des vues des États Membres.

Ressources extrabudgétaires

- 4.102 Comme le montrent les tableaux 4.21 2) et 4.22 2), le Bureau des affaires de désarmement reçoit des ressources extrabudgétaires (en espèces et en nature), qui complètent les ressources du budget ordinaire et soutiennent l'exécution de ses mandats. En 2021, il devrait bénéficier de ressources extrabudgétaires en espèces d'un montant estimé à 14 706 200 dollars, dont 21 postes, à l'appui d'activités extrabudgétaires : elles serviront essentiellement à soutenir les sous-programmes 1 à 5, facilitant ainsi la poursuite de la mise en œuvre des politiques et des meilleures pratiques internationales en matière de désarmement, et à financer les activités administratives de la composante Appui au programme. Elles représentent 53,6 % des ressources totales du programme. La diminution de 294 300 dollars s'explique principalement par l'achèvement de certaines activités de projet en 2020. Les contributions en nature qu'il est prévu de recevoir prendront la forme de locaux d'une valeur estimée à 86 800 dollars qui seront mis gracieusement à la disposition du Bureau.

Organes directeurs

- 4.103 Les ressources proposées au titre de cette composante permettront à la Secrétaire générale de la Conférence du désarmement et Représentante personnelle du Secrétaire général de l'ONU et à la Secrétaire générale adjointe de la Conférence du désarmement de participer à la soixante-seizième session de l'Assemblée générale et à des consultations tenues à New York et serviront plus précisément à financer les frais de voyage et l'indemnité de subsistance. On trouvera dans le tableau 4.24 des informations sur la Conférence et sur les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire à ce titre.

Tableau 4.24

Organes directeurs

(En milliers de dollars des États-Unis)

Organe directeur	Description	Informations supplémentaires	2020	2021
			(crédits ouverts)	(prévisions avant actualisation des coûts)
Conférence du désarmement	Créée en application du paragraphe 120 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale (résolution S-10/2), la Conférence du désarmement a pour vocation d'être l'instance multilatérale unique de la communauté internationale pour les négociations sur le désarmement. Elle compte 65 membres, dont les 5 États dotés d'armes nucléaires et d'autres grandes puissances militaires. Sa session annuelle, d'une durée de 24 semaines, est divisée en 3 parties et, s'il y a lieu, la Conférence poursuit ses négociations sur les questions prioritaires entre les sessions. Conformément à l'alinéa c) du paragraphe 120 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, le Secrétaire général de l'ONU nomme le Secrétaire général de la Conférence qui devient également son Représentant personnel et est chargé d'apporter son concours à la Conférence et d'aider la présidence à organiser la Conférence. Comme demandé par l'Assemblée dans sa résolution 34/83 L , le Secrétaire général de l'ONU fournit personnel ainsi que le concours et les services	Mandat : Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale – par. 120 (résolution S-10/2) Composition : 65 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2021 : 1 session en 3 parties	10,7	10,7

Titre II Affaires politiques

Organe directeur	Description	Informations supplémentaires	2020	2021
			(crédits ouverts)	(prévisions avant actualisation des coûts)
	nécessaires dont la Conférence du désarmement et tous les organes subsidiaires qu'elle peut établir auront besoin, conformément aux dispositions du Règlement intérieur de la Conférence. Le secrétariat de la Conférence est assuré par des fonctionnaires du Secrétariat et du Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement.			
Total			10,7	10,7

- 4.104 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 10 700 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 4.25.

Tableau 4.25

Organes directeurs : évolution des ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Objets de dépense autres que les postes								
Voyages du personnel	0,5	10,7	–	–	–	–	–	10,7
Total	0,5	10,7	–	–	–	–	–	10,7

Direction exécutive et administration

- 4.105 Le Bureau de la Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante pour les affaires de désarmement comprend les collaborateurs directs de la Haute-Représentante, le Bureau de la Directrice et adjointe de la Haute-Représentante, le Groupe des sciences, des technologies et de la sécurité internationale et le Groupe de la coordination des politiques et de la gestion du changement. La Haute-Représentante est secondée par une Directrice qui est également son adjointe. Elle assure la direction, la supervision et la gestion d'ensemble des activités du Bureau, telles qu'elles découlent des tâches qui ont été confiées à celui-ci et du programme de travail approuvé. Elle conseille le Secrétaire général et lui apporte son concours sur toutes les questions concernant le désarmement, la non-prolifération, la maîtrise des armements et les problématiques de sécurité connexes, et le représente, s'il y a lieu, dans ces domaines. Elle fournit également, aux fins de l'établissement de directives et de la prise de décisions, des analyses et évaluations sur les faits nouveaux survenant dans ces domaines et assure la liaison, sur ces questions, entre le Secrétariat et les États Membres.
- 4.106 Le Bureau de la Directrice seconde la Haute-Représentante dans la direction exécutive et l'administration du Bureau des affaires de désarmement ; élabore le programme de travail du Bureau et en suit la mise en œuvre, assure une coopération efficace entre les services et veille à l'exécution des mandats qui ont trait aux programmes du Bureau des affaires de désarmement ; établit des rapports et des notes sur des questions politiques et des questions de gestion ; fournit des orientations

stratégiques sur l'exécution des programmes ; conseille la Haute-Représentante sur toutes les questions de fond, d'organisation, d'administration, de gestion du personnel et de budget, y compris pour ce qui est de la coordination globale de l'élaboration et de la révision de la contribution du Bureau des affaires de désarmement au plan-programme annuel et au budget-programme.

- 4.107 Le Groupe des sciences, des technologies et de la sécurité internationale conseille le Bureau de la Haute-Représentante et le Bureau de la Directrice sur les questions scientifiques et technologiques ayant trait à la sécurité internationale et à d'autres questions stratégiques, y compris celles liées aux armes autonomes, à l'espace extra-atmosphérique, à l'informatique et aux télécommunications, au cyberspace, ainsi que sur les activités de recherche normative et analytique en vue de contribuer aux activités touchant les priorités fixées par le Secrétaire général en matière de désarmement. Il a également pour mission d'élaborer des analyses politiques et des notes de synthèse techniques sur un vaste ensemble d'initiatives et de questions, ainsi que sur les questions générales méritant une attention particulière. En outre, il assure la liaison avec d'autres bureaux du Secrétariat pour les questions relatives aux programmes et collabore à l'élaboration d'évaluations techniques et de contributions aux rapports destinés aux organes intergouvernementaux et aux organes de contrôle.
- 4.108 Le Groupe de la coordination des politiques et de la gestion du changement apporte directement son concours à la Haute-Représentante et assure la coordination globale des politiques et la gestion du changement, notamment la prise en compte systématique des questions de genre dans les activités opérationnelles.
- 4.109 Comme prévu dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier par la cible 12.6 des objectifs de développement durable, dans laquelle les organismes sont encouragés à intégrer des informations sur le développement durable dans leurs rapports périodiques, et conformément au mandat général approuvé par l'Assemblée générale au paragraphe 19 de sa résolution 72/219, le Bureau des affaires de désarmement continuera de réduire son empreinte carbone en diminuant sensiblement le nombre de documents photocopiés ou imprimés et encouragera pour ce faire son personnel à prendre l'habitude de travailler à partir des versions électroniques des documents, qu'il s'agisse de rapports de mission, de notes d'évaluation, de mémorandums intérieurs, de communications soumises par les États Membres, de documents d'information ou de points de discussion. Des efforts supplémentaires seront faits pour réduire les déplacements en optimisant la participation aux réunions par visioconférence.
- 4.110 On trouvera dans le tableau 4.26 des informations sur le respect des délais de soumission de la documentation et d'achat des billets d'avion. En ce qui concerne la réservation des billets d'avion dans les délais prescrits, le Bureau veillera à ce que les chefs de service justifient toute demande d'autorisation de voyage présentée tardivement, celle-ci étant ensuite soumise à la Haute-Représentante pour autorisation. Le Service administratif continuera de suivre de près l'achat des billets d'avion et tiendra les chefs de service au courant, de même que la Haute-Représentante pour qu'elle puisse intervenir s'il le faut.

Tableau 4.26
Respect des délais
(En pourcentage)

	2019 (taux prévu)	2019 (taux effectif)	2020 (taux prévu)	2021 (taux prévu)
Soumission de la documentation dans les délais	100	100	100	100
Achat des billets d'avion au moins deux semaines avant le départ	100	52	100	100

- 4.111 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 2 341 500 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 4.27 et la figure 4.VI.

Tableau 4.27

Direction exécutive et administration : évolution des ressources financières et des postes

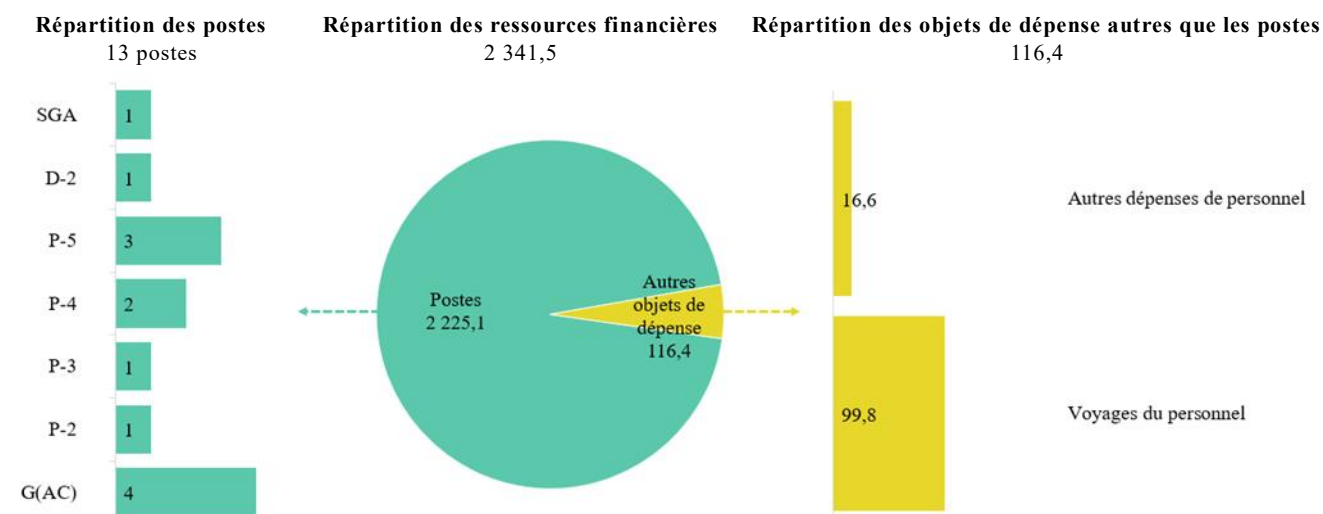
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				Total	Pourcentage	2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	2 415,1	2 225,1	—	—	—	—	—	—	2 225,1
Autres objets de dépense	140,7	116,4	—	—	—	—	—	—	116,4
Total	2 555,8	2 341,5	—	—	—	—	—	—	2 341,5
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		9	—	—	—	—	—	—	9
Agents des services généraux et des catégories apparentées		4	—	—	—	—	—	—	4
Total		13	—	—	—	—	—	—	13

Figure 4.VI

**Direction exécutive et administration : répartition des ressources proposées pour 2021
(avant actualisation des coûts)**

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

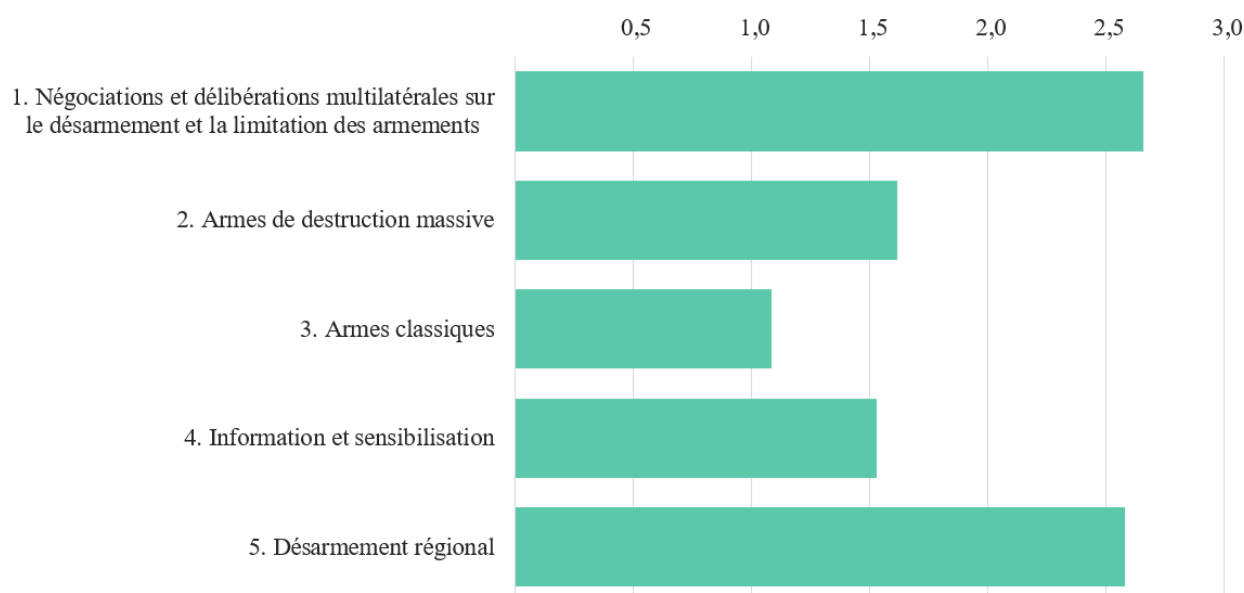
**Programme de travail**

- 4.112 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 9 461 000 dollars et font apparaître une diminution nette de 789 900 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera aux paragraphes 4.99, 4.100 et 4.101 des explications sur la diminution de 789 900 dollars qui est proposée. On trouvera un récapitulatif de la répartition des ressources par sous-programme dans la figure 4.VII.

Figure 4.VII

Répartition des ressources proposées pour 2021, par sous-programme

(En millions de dollars des États-Unis)



Sous-programme 1

Négociations et délibérations multilatérales sur le désarmement et la limitation des armements

- 4.113 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 2 655 100 dollars et font apparaître une augmentation de 261 000 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera au paragraphe 4.101 des explications sur l'augmentation de 261 000 dollars qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 4.28 et la figure 4.VIII.
- 4.114 Au paragraphe 2 de la section IV de sa résolution [60/248](#), l'Assemblée générale a fait sienne la proposition tendant à ce que les demandes de subventions pour l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) lui soient soumises tous les deux ans, pour examen et approbation, dans le cadre de son examen du projet de budget-programme pour l'exercice biennal pertinent. Les ressources proposées pour 2021 (2 655 100 dollars) comprennent donc une dotation de 276 200 dollars au bénéfice de l'UNIDIR, sous réserve de la demande de subvention correspondante, qui correspond au montant des dépenses renouvelables de l'Institut approuvé par l'Assemblée dans sa résolution [74/263](#). Conformément au paragraphe 2 de l'article VII de l'annexe à la résolution [39/148 H](#) de l'Assemblée, la subvention vise à couvrir les dépenses relatives à la Directrice et au personnel de l'UNIDIR.

Tableau 4.28

Sous-programme 1 : évolution des ressources financières et des postes

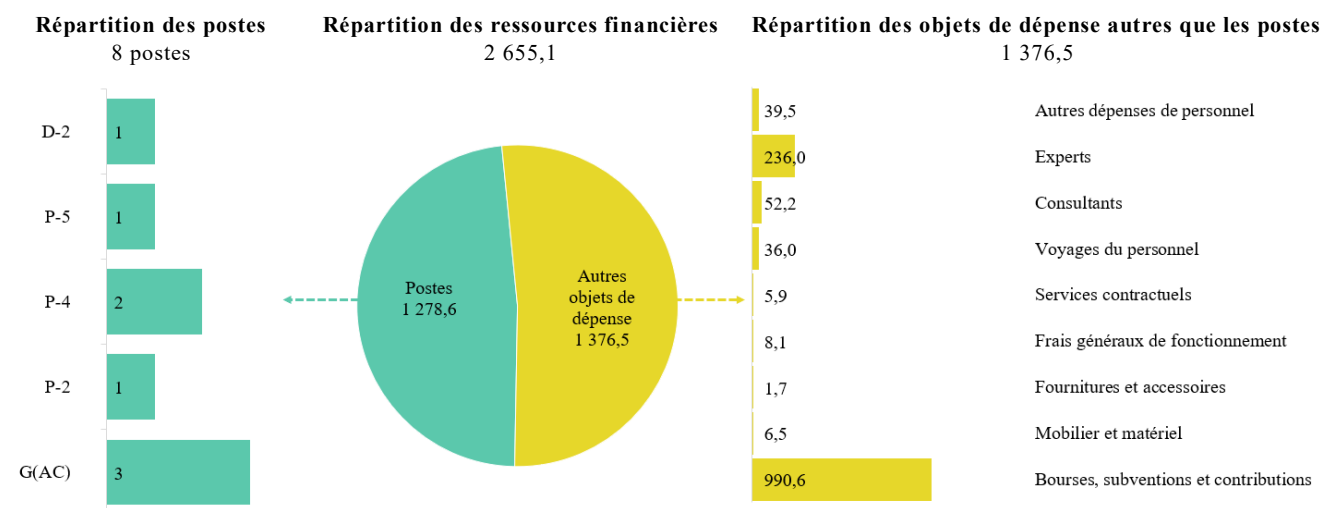
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	1 604,6	1 278,6	—	—	—	—	—	1 278,6
Autres objets de dépense	1 138,1	1 115,5	—	261,0	—	261,0	23,4	1 376,5
Total	2 742,7	2 394,1	—	261,0	—	261,0	10.9	2 655,1
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		5	—	—	—	—	—	5
Agents des services généraux et des catégories apparentées		3	—	—	—	—	—	3
Total		8	—	—	—	—	—	8

Figure 4.VIII

Sous-programme 1 : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)



Sous-programme 2

Armes de destruction massive

- 4.115 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 1 614 800 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 4.29 et la figure 4.IX.

Tableau 4.29

Sous-programme 2 : évolution des ressources financières et des postes

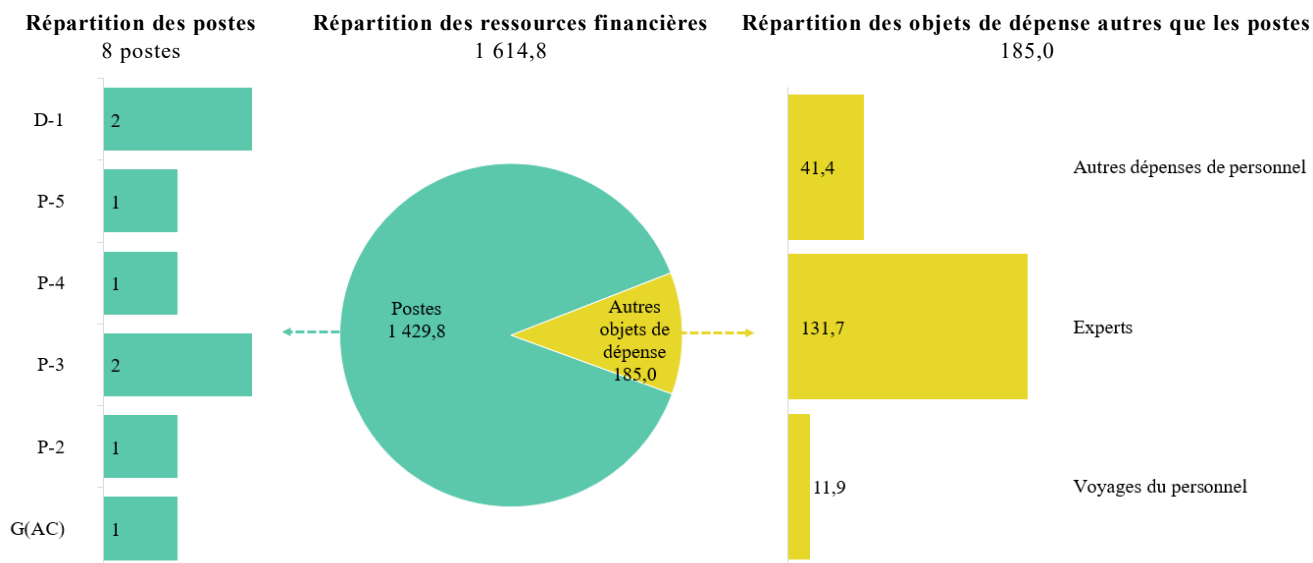
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	1 005,1	1 429,8	—	—	—	—	—	1 429,8
Autres objets de dépense	320,3	185,0	—	—	—	—	—	185,0
Total	1 325,4	1 614,8	—	—	—	—	—	1 614,8
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		7	—	—	—	—	—	7
Agents des services généraux et des catégories apparentées		1	—	—	—	—	—	1
Total		8	—	—	—	—	—	8

Figure 4.IX

Sous-programme 2 : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)



Sous-programme 3

Armes classiques

- 4.116 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 1 084 700 dollars et font apparaître une diminution de 815 600 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera au paragraphe 4.100 a) des explications sur la diminution de 815 600 dollars qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 4.30 et la figure 4.X.

Tableau 4.30

Sous-programme 3 : évolution des ressources financières et des postes

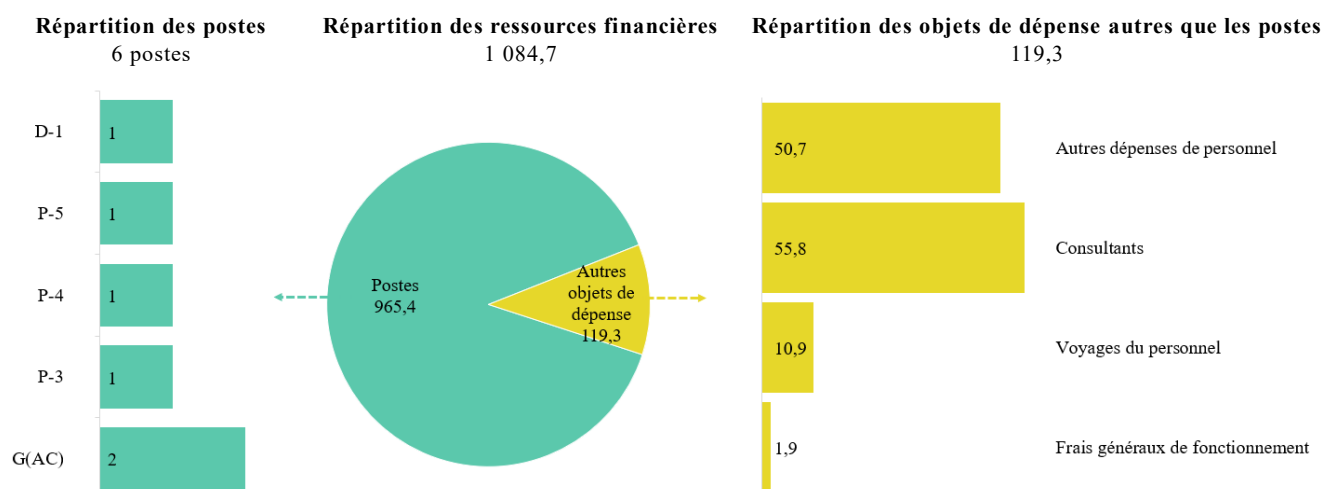
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements				2021 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	1 448,8	965,4	—	—	—	—	—	965,4
Autres objets de dépense	294,5	934,9	(815,6)	—	—	(815,6)	(87,2)	119,3
Total	1 743,3	1 900,3	(815,6)	—	—	(815,6)	(42,9)	1 084,7
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		4	—	—	—	—	—	4
Agents des services généraux et des catégories apparentées		2	—	—	—	—	—	2
Total		6	—	—	—	—	—	6

Figure 4.X

Sous-programme 3 : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)



Sous-programme 4 Information et sensibilisation

- 4.117 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 1 527 000 dollars et font apparaître une diminution de 235 300 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera au paragraphe 4.100 b) des explications sur la diminution de 235 300 dollars qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 4.31 et la figure 4.XI.

Tableau 4.31

Sous-programme 4 : évolution des ressources financières et des postes

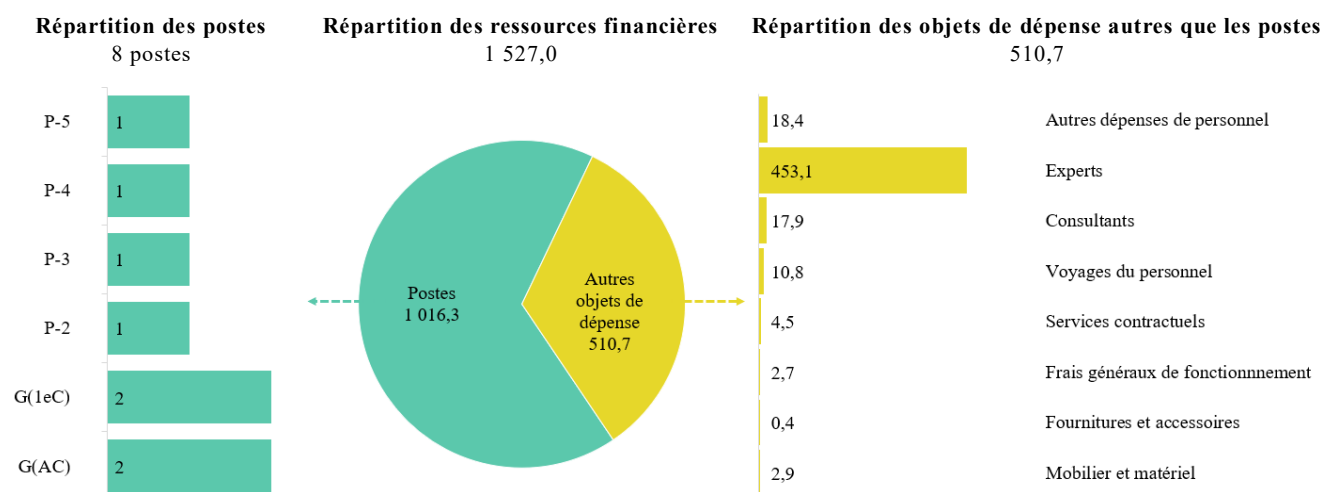
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	1 139,7	1 016,3	—	—	—	—	—	1 016,3
Autres objets de dépense	454,0	746,0	(235,3)	—	—	(235,3)	(31,5)	510,7
Total	1 593,7	1 762,3	(235,3)	—	—	(235,3)	(13,4)	1 527,0
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		4	—	—	—	—	—	4
Agents des services généraux et des catégories apparentées		4	—	—	—	—	—	4
Total		8	—	—	—	—	—	8

Figure 4.XI

Sous-programme 4 : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)



Sous-programme 5 Désarmement régional

4.118 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 2 579 400 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 4.32 et la figure 4.XII.

Tableau 4.32

Sous-programme 5 : évolution des ressources financières et des postes

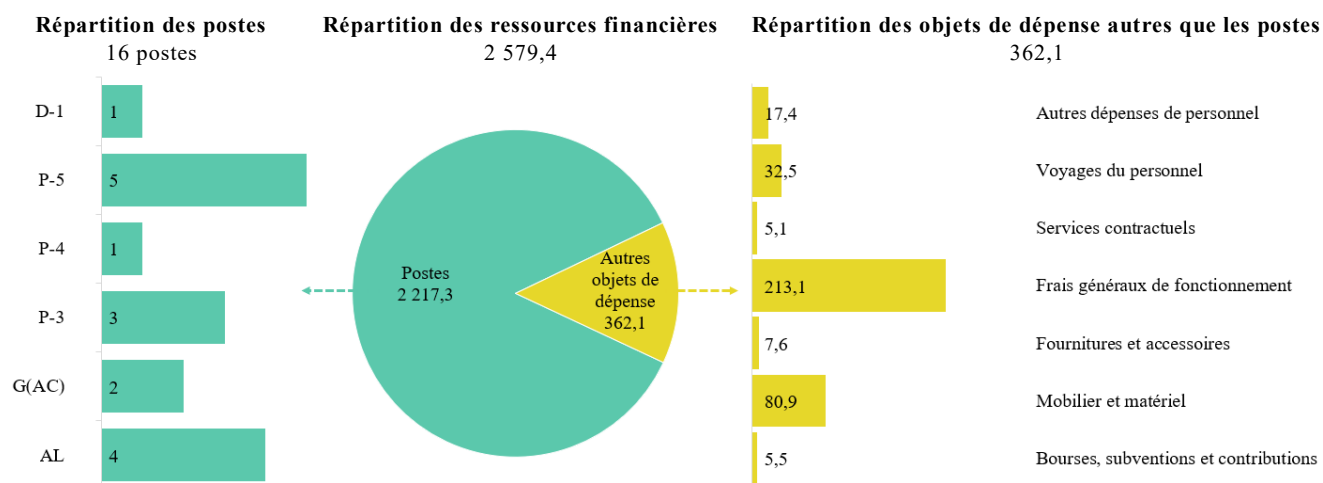
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	1 534,9	2 217,3	—	—	—	—	—	2 217,3
Autres objets de dépense	187,4	362,1	—	—	—	—	—	362,1
Total	1 722,2	2 579,4	—	—	—	—	—	2 579,4
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		10	—	—	—	—	—	10
Agents des services généraux et des catégories apparentées		6	—	—	—	—	—	6
Total		16	—	—	—	—	—	16

Figure 4.XII

Sous-programme 5 : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)



Appui au programme

- 4.119 Le Service administratif fournit au Bureau des affaires de désarmement des services d'appui administratif centralisés dans les domaines de la gestion des ressources humaines, de la gestion financière et de l'administration générale, notamment concernant la planification des ressources et l'utilisation des services communs ; il apporte également un appui administratif aux organes directeurs, y compris pour les réunions, selon les besoins.
- 4.120 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2021 s'élèvent à 641 900 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2020. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 4.33 et la figure 4.XIII.

Tableau 4.33

Appui au programme : évolution des ressources financières et des postes

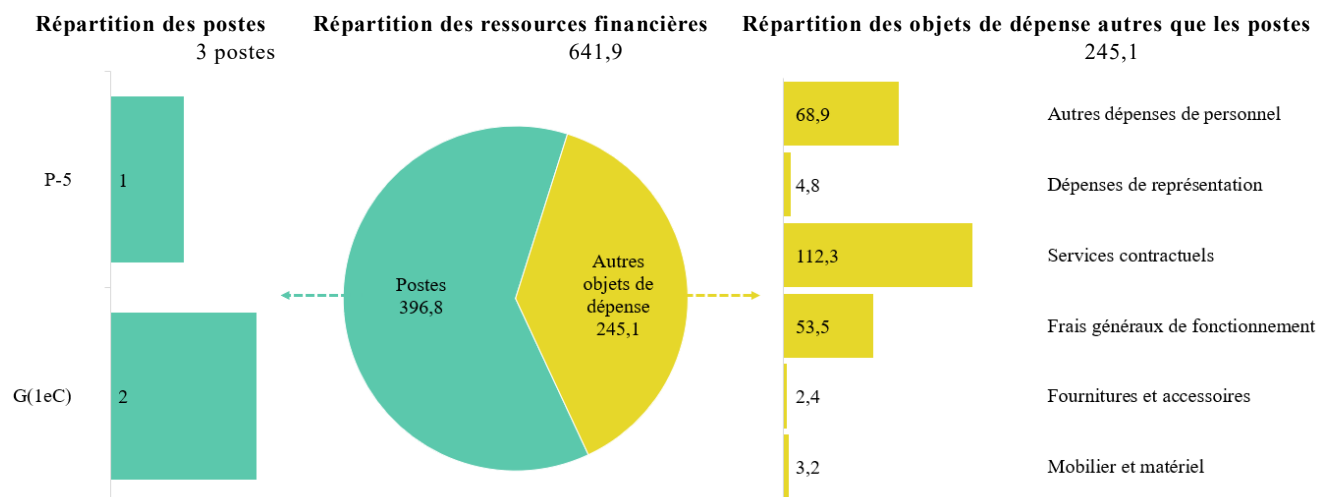
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (dépenses effectives)	2020 (crédits ouverts)	Changements					2021 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	471,8	396,8	—	—	—	—	—	396,8
Autres objets de dépense	327,3	245,1	—	—	—	—	—	245,1
Total	799,1	641,9	—	—	—	—	—	641,9
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		1	—	—	—	—	—	1
Agents des services généraux et des catégories apparentées		2	—	—	—	—	—	2
Total		3	—	—	—	—	—	3

Figure 4.XIII

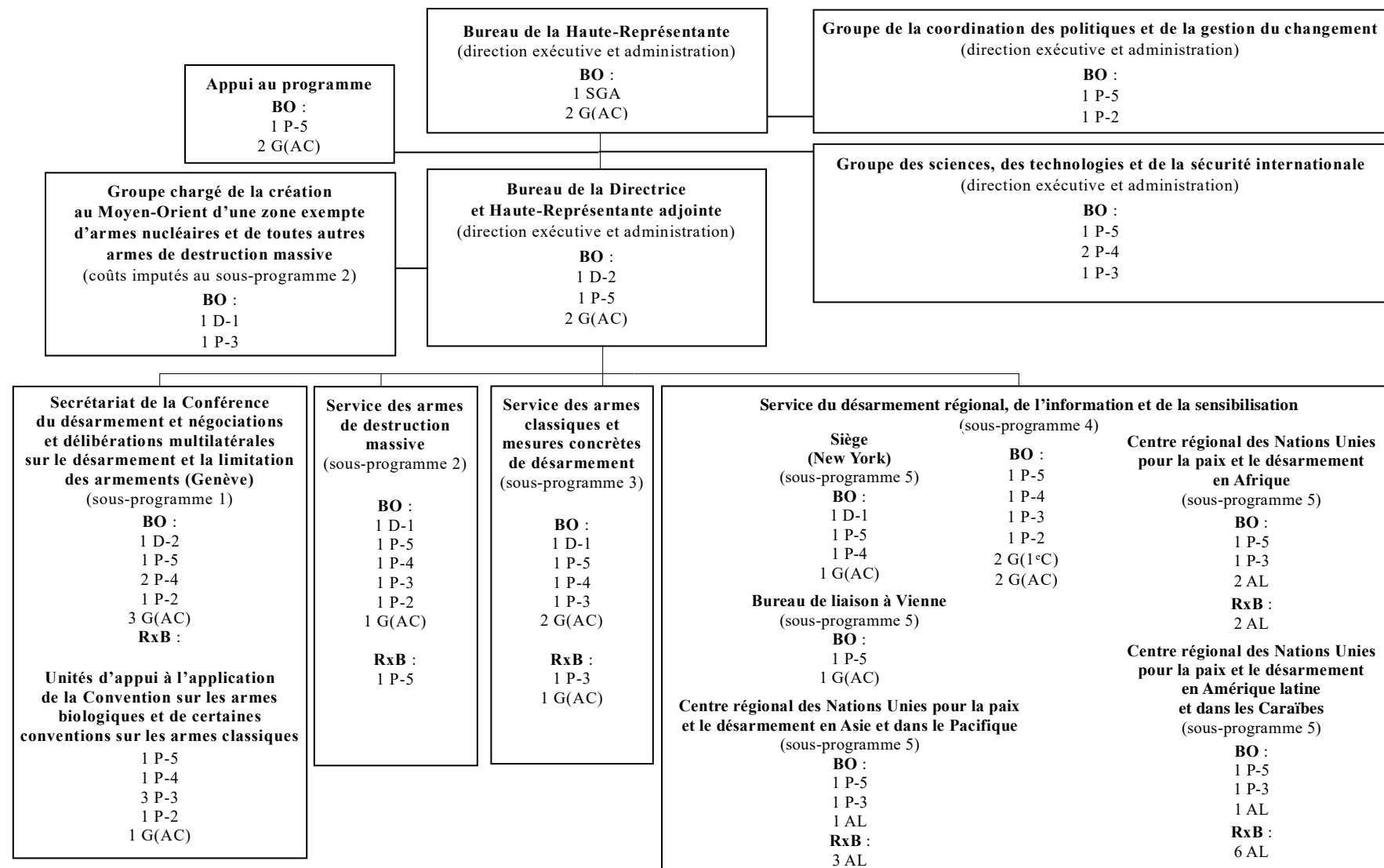
Appui au programme : répartition des ressources proposées pour 2021 (avant actualisation des coûts)

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)



Annexe I

Organigramme et répartition des postes pour 2021



Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; BO = budget ordinaire ; G(1^{re}) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; RxB = ressources extrabudgétaires ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e).

Annexe II

État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées par les organes de contrôle

Résumé de la recommandation

Suite donnée à la recommandation

Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ([A/74/7](#))

D'après les renseignements complémentaires communiqués au Comité consultatif, les ressources demandées pour les subventions et les contributions au titre du sous-programme 1 (986 200 dollars) comprennent un crédit de 275 000 dollars pour une subvention à l'UNIDIR en 2020.

Le Comité est d'avis que, par souci de transparence, le projet de budget devrait préciser les bénéficiaires et le but des ressources demandées au titre des subventions et contributions et recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de faire figurer de telles informations dans ses prochains projets de budget (par. II.36).

Pour des informations sur la subvention, voir le paragraphe 4.114 du présent rapport.